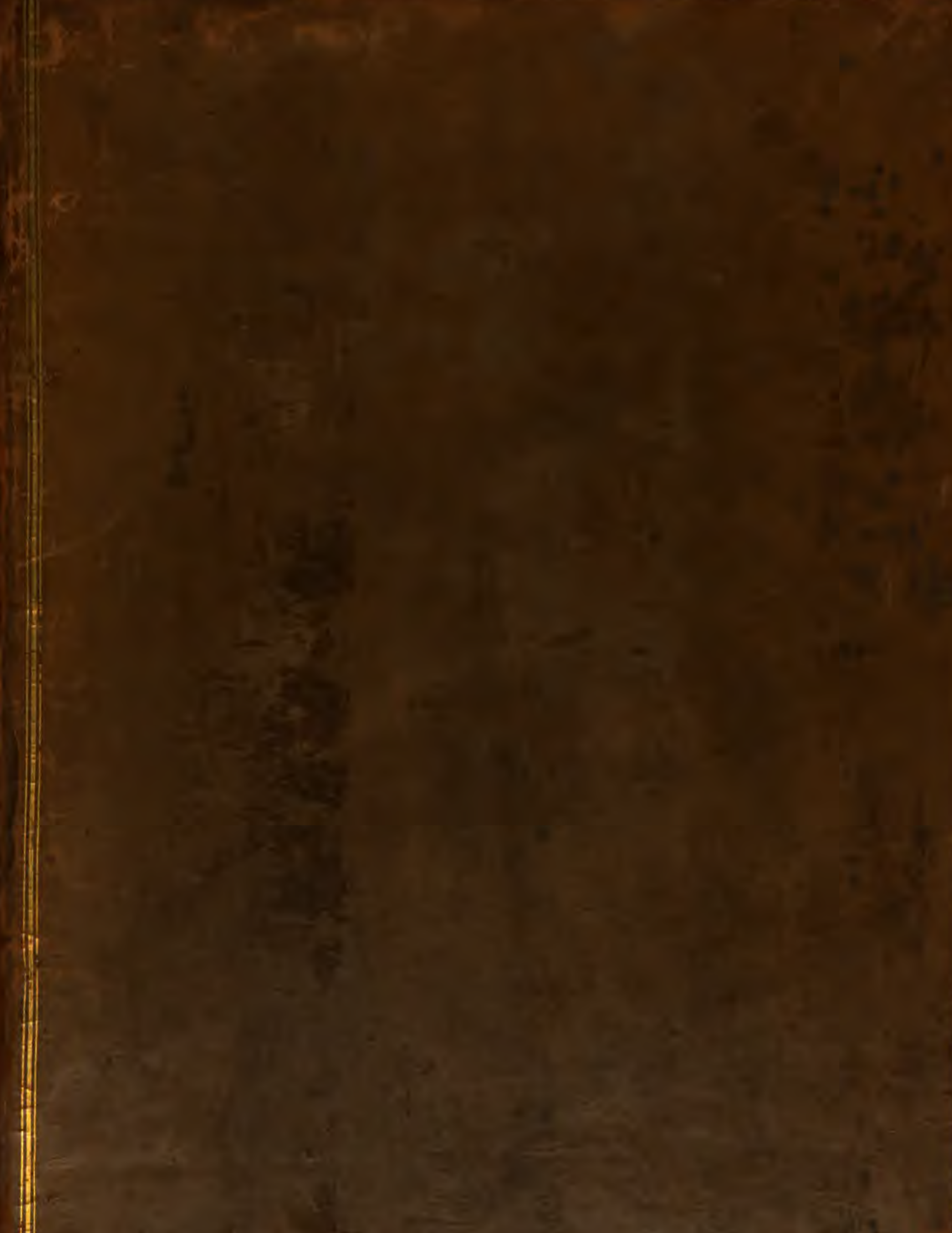
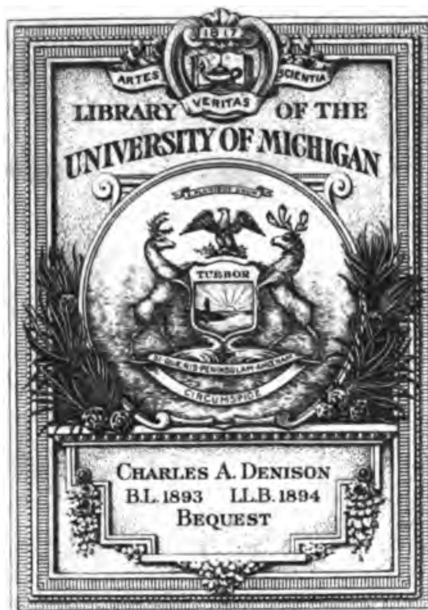



CERTAVI ET VICI





HISTOIRE DE FRANCE

SOUS L'EMPIRE

DE NAPOLÉON LE GRAND,

REPRESENTÉE EN FIGURES.

DE L'IMPRIMERIE DE J.-M. EBERHART.

Planche première.



Dessiné par Monnet. *Gravé par David.*

HISTOIRE DE FRANCE

SOUS L'EMPIRE

DE NAPOLÉON LE GRAND,

REPRÉSENTÉE EN FIGURES,

PAR DAVID, GRAVEUR D'HISTOIRE,

MEMBRE HONORAIRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DE PEINTURE ET DE SCULPTURE DE BERLIN,
ET ASSOCIÉ A CELLE DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS DE ROUEN;

ACCOMPAGNÉES D'UN PRÉCIS HISTORIQUE;

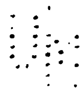
PRÉSENTÉE

A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI,

ET PUBLIÉE

SOUS LA PROTECTION DU GOUVERNEMENT.

TOME TROISIÈME.



A PARIS,

Chez l'Auteur, DAVID, Graveur d'Histoire, rue de Corneille, n° 3, arcade de l'Odéon.

1810.

DÉPOSÉ A LA BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE.

TABLE

DES GRAVURES ET DES SOMMAIRES

DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS L'EMPIRE DE NAPOLÉON LE GRAND

CONTENUS DANS LE TROISIÈME VOLUME.

GRAVURES,

SOMMAIRES.

An 1806.

L'Empereur récompense les maréchaux, généraux, officiers et soldats qui se sont distingués dans la dernière campagne. — Conquête du royaume de Naples. Le prince Joseph Napoléon est reconnu par l'Empereur, son frère, roi des deux Siciles. — Statut relatif à l'état civil de la famille impériale. — Décrets portant création de plusieurs Duchés, Grands-fiefs, dans les états d'Italie et autres conquis par l'Empereur. — Heureuse situation des finances de l'Empire. — Elévation du prince Louis Napoléon au trône de Hollande. — Négociations pour la paix entre la France et la Russie. — Convocation d'un grand Sanhédrin des Juifs de l'Empire. — Catéchisme uniforme pour toutes les églises. — Négociations pour la paix commencée à Paris entre un envoyé d'Angleterre et le ministre des relations extérieures. — Dissolution du corps germanique. — Confédération du Rhin, dont l'Empereur se déclare le protecteur. — L'Empereur de Russie refuse de ratifier le traité de

paix conclu à Paris par son envoyé. — Mort de M. Fox, premier ministre d'Angleterre. — Rupture des négociations de paix. — Préparatifs de guerre en Prusse contre la France. — Départ de l'Empereur pour ses armées d'Allemagne. — Combat de Schleitz. — Combat de Saalfeld, 10 octobre. — Bataille et victoire de Jéna, 14 octobre. — L'Empereur rend la liberté à six mille Saxons. — Prise d'Erfurt. — Combat de Halle. — Prise de Poztdam, de Berlin, etc. — Trait de bienfaisance de l'Empereur envers une Égyptienne. — Honneurs rendus par l'Empereur à la mémoire du grand Frédéric. — Prise de Spandau. — Entrée de l'Empereur à Berlin. — Proclamation de l'Empereur à ses soldats. — Combat de Prentzlow. — Combat de Lubeck. — Le général Blucher se rend par capitulation. — Prise de Magdebourg, 8 novembre. — Occupations de l'Empereur à Berlin. — Clémence de ce monarque envers la princesse d'Hatzfeld. — L'Empereur donne audience aux députés du sénat. — Prise de Hameln et de Nyenbourg. — Arrivée des Russes. — Blocus des îles britanniques. — Commencement de la campagne contre les Russes; décembre. — Décret de l'Empereur relatif à la construction d'un monument dans la ville de Paris, en l'honneur des soldats de la grande armée. — Divers combats où les Russes sont vaincus.

An 1807.

Prise de Breslau, capitale de la Silésie prussienne. — Traité de paix entre l'Empereur et l'électeur de Saxe. Autre traité avec les

FIN DE LA TABLE.

HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS L'EMPIRE

DE NAPOLÉON LE GRAND.

Après la courte et glorieuse campagne qu'il venoit de terminer par un traité où il avoit fait éclater sa modération, l'empereur Napoléon se rendit à Munich, auprès du roi de Bavière son fidèle allié. Déjà, pour récompenser ce prince de son dévouement à la cause de la France, il l'avoit reconnu et fait reconnoître avec le titre de roi; et dans le traité de Presbourg, il avoit pourvu à l'agrandissement de ses états : il lui restoit à donner à Maximilien-Joseph, un nouvel et bien flatteur témoignage de sa haute satisfaction. Le prince Eugène-Napoléon, vice-roi d'Italie, devoit être par son mariage avec la princesse Auguste-Amélie, fille du roi de Bavière, le lien de la plus étroite union entre les deux souverains. « Je suis bien » aise, dit l'Empereur dans une lettre qu'il adressa » au Sénat, au sujet de ce mariage, je suis bien aise » de donner à la maison royale de Bavière, et à ce » brave peuple bavarois, qui m'a rendu tant de ser- 1806.

1806. » vices, montré tant d'amitié, et dont les ancêtres » furent constamment unis de politique et de cœur » à la France, cette preuve de ma considération et » de mon estime particulière. »

Cet hymen, qui avoit été précédé de l'adoption que ce Monarque avoit faite du jeune vice-roi son beau-fils, pour le rendre propre à porter un jour la couronne d'Italie, fut célébré à Munich avec une pompe extraordinaire, et aux acclamations de tout le peuple de cette capitale.

Avant de rentrer dans ses états, Napoléon, qui pensoit encore à ajouter de nouvelles alliances à celles qu'il avoit déjà formées avec le nouveau roi de Wurtemberg et l'électeur de Bade, voulut témoigner lui-même à ces deux souverains, dont il venoit d'étendre la puissance, combien il étoit satisfait des importans services que leurs soldats lui avoient rendus.

Nous ne parlerons point des témoignages que tous les corps de l'état s'empressèrent de rendre de leur admiration au vainqueur d'Austerlitz, à son retour dans la capitale de l'empire. Ses derniers et nombreux exploits, comme tous ceux qui les avoient précédés, donnoient, pour ainsi dire, de nouveaux sentimens aux ames et de nouvelles pensées aux esprits; mais quand Napoléon reçoit les hommages que ses sujets lui adressent, il s'occupe moins de ce qu'il a fait, que de ce qu'il songe à faire encore.

Loin d'imiter ces conquérans qui, sous prétexte 1806.
de se délasser des travaux de la guerre, regardoient la paix comme un temps consacré à la mollesse et aux plaisirs, l'empereur des Français, qui, sur le champ de bataille même, n'avoit cessé de s'occuper de l'administration civile de son empire, reprit avec une activité nouvelle les travaux du cabinet. Les arts, utiles productions de l'industrie nationale, reçoivent de nouveaux encouragemens : le Louvre, dont les réparations n'avoient été suspendues que par la rigueur de la saison, est embelli de nouvelles sculptures; le superbe temple de Sainte-Geneviève, auquel on avoit donné le nom profane de *Panthéon*, est rendu au culte qui gémissoit de l'avoir perdu; l'antique et vaste église de Saint-Denis, où de nouveaux Vandales avoient déployé toute leur rage contre les tombeaux et la cendre des monarques, est consacré à la sépulture des empereurs; des autels expiatoires des sacrilèges révolutionnaires, sont érigés dans son enceinte; et les fidèles et l'historien y liront sur des tables de marbre les noms des rois français, dont les mausolées respectés de siècle en siècle, et enfin détruits, nous rappeloient si énergiquement le néant des grandeurs humaines. A-t-on remarqué cette profonde philosophie qui porte un empereur victorieux à s'occuper, au retour de ses conquêtes, de sa propre sépulture, comme de celle de ses successeurs? des fêtes tout à la fois religieuses et civiles sont instituées; l'une en l'hon-

1806. neur du saint dont l'Empereur porte le nom, et en mémoire du rétablissement du culte catholique; et l'autre pour perpétuer le souvenir du couronnement de Napoléon; la police générale de l'empire est divisée en quatre grands arrondissemens, mesure d'une extrême utilité par l'impuissance absolue de nuire à l'état, où elle en met les ennemis, quels qu'ils soient, français ou étrangers; des prud'hommes sont établis à Lyon, pour juger par voie de conciliation les différends des fabricans et des ouvriers; enfin le ministre de l'intérieur, pour répondre aux intentions de l'Empereur, dont l'œil se porte sur toutes les parties de l'administration de ses vastes états, publie sur toutes les branches de celle des ponts et chaussées, un compte fait pour servir de modèle de ce genre d'ouvrage, et pour être un précieux monument des immenses améliorations que Napoléon méditoit pour la fortune publique, et pour les intérêts privés de ses sujets.

L'EMPEREUR RÉCOMPENSE LES MARÉCHAUX, GÉNÉRAUX, OFFICIERS ET SOLDATS QUI SE SONT DISTINGUÉS DANS LA DERNIÈRE CAMPAGNE.

Pendant que l'Empereur s'occupoit de completter le grand système d'administration intérieure que son génie avoit conçu, pendant qu'il entroit dans les moindres détails relatifs aux établissemens d'instruction publique, situés, soit dans l'ancienne France, soit dans les départemens réunis ou conquis, il ne veilloit pas moins à récompenser les braves qui dans les différens corps de sa grande armée s'étoient fait remarquer par des actes éclatans de valeur. La nombreuse promotion qu'il fit dans tous les grades de la Légion d'hon-

neur, prouva que s'il avoit perdu beaucoup de bons 1806. officiers et de bons soldats, ceux-ci avoient laissé un grand nombre d'imitateurs de leur bravoure. Ce prix honorable du courage et des vertus militaires, devoit aussi être l'objet de l'ambition de ces troupes qui, sous les enseignes de la Bavière, avoient rivalisé de discipline et de dévouement avec les Français. Napoléon qui les regardoit comme ses propres soldats, voulut qu'ils le partageassent, et plusieurs guerriers bavarois reçurent avec transport la décoration de l'honneur français. Mais comment récompenser cet intrépide prince Murat, ~~le beau-frère de l'Empereur,~~ qui avoit montré dans toutes les circonstances toutes ces brillantes qualités qui font le grand général et le bon soldat? Les duchés de Clèves et de Berg venoient d'être cédés par la Prusse à la France, en échange du Hanovre : Napoléon lui en donne la souveraineté, avec le titre de prince et duc : le maréchal Berthier reçoit la principauté de Neufchâtel et de Valengin; le prince héréditaire de Bade, en récompense des services de l'électeur son grand-père, et des siens propres, obtient la main de la ~~princesse~~ Stéphanie, nièce de l'impératrice Joséphine; et le prince Borghèse, époux de la princesse Pauline, sœur de l'Empereur, est créé prince et duc de Guastalla.

Le prince Joseph Napoléon, frère de l'Empereur, et grand-électeur de l'Empire, qui avoit été chargé, comme lieutenant de Napoléon, de commander

1806. CONQUÊTE DU ROYAUME DE NAPLES. LE PRINCE JOSEPH NAPOLÉON EST RECONNU PAR L'EMPEREUR SON FRÈRE, ROI DES DEUX-SICILES.

l'armée destinée à faire la conquête du royaume de Naples, est en même temps déclaré roi des Deux-Siciles.

Ce monarque, en entrant dans le royaume de Naples, avoit divisé son armée en trois corps, dont le centre marcha sur Capoue qui se rendit bientôt, ainsi que Pescara, Naples avec les châteaux qui la défendoient, et toute la province de la Pouille. Partout les troupes napolitaines qui osèrent attendre les Français, furent battues. En moins de deux mois, toutes les extrémités de la presqu'île, depuis Reggio jusqu'à Tarente, furent occupées. La Calabre, sur laquelle le gouvernement napolitain avoit fondé les plus belles espérances, se soumit. Les Anglais et les Russes se rembarquèrent. La seule ville de Gaëte, située près de la mer, et défendue par un prince de Hesse, se disposa à soutenir un siége. Ainsi le roi Joseph, par cette brillante expédition, prouvoit qu'il étoit digne du trône sur lequel l'Empereur son frère, l'avoit placé, et le consoloit par ces heureuses nouvelles de la douleur que lui avoit causée celle de la perte de quelques vaisseaux dans les eaux de Saint-Domingue.

STATUT RELATIF A L'ÉTAT CIVIL DE LA FAMILLE IMPÉRIALE.

En récompensant les membres de sa famille par des souverainetés, et sur le point d'ériger la Hollande en monarchie, en faveur du prince Louis son frère, Napoléon crut devoir régler pour l'avenir l'état civil de sa maison, et les rapports des princes qui la com-

1806.

posoient, soit avec sa personne, soit avec ses successeurs. Cet important statut qui fut soumis à la sanction du Sénat, est partagé en six titres, et renferme quarante-un articles. Les cinq premiers titres contiennent les dispositions relatives à l'état des princes et princesses de la maison impériale qui résident en France. Les principales de ces dispositions consistent dans l'interdiction du divorce pour les membres de la famille impériale, de tout âge et de tout sexe; dans la création et les attributions d'un conseil de famille auprès de l'Empereur, dans la forme et la rédaction des actes relatifs à l'état civil, savoir : à la naissance, au mariage, à l'administration des biens, au décès des membres de la famille impériale; dans l'éducation des princes et princesses de la même famille; et dans le pouvoir de surveillance, de discipline et de police que l'Empereur exerce dans l'intérieur de sa maison.

Le sixième et dernier titre de ce statut détermine les dispositions applicables aux princes de l'empire, titulaires des grandes dignités, et aux ducs; dispositions relatives aux différens degrés de punition exprimés dans l'article XXXI du titre IV.

DÉCRETS PORTANT CRÉATION DE PLUSIEURS DUCHÉS, GRANDS-FIEFS, DANS LES ÉTATS D'ITALIE ET AUTRES CONQUIS PAR L'EMPEREUR.

Plusieurs décrets importans furent en même temps soumis à la sanction du Sénat. Par le premier, les états Vénitiens, cédés à l'Empereur par le traité de Presbourg, sont réunis à la monarchie d'Italie, dont le Code Napoléon, le systême monétaire français, et le Concordat sont déclarés lois fondamentales; douze

1806. provinces de ce même royaume sont érigées en duchés, grands-fiefs de l'empire français; l'héritier présomptif du royaume d'Italie porte le titre de prince de Venise, etc.

Par le deuxième décret, l'Empereur reconnoît pour roi de Naples et de Sicile, son frère Joseph Napoléon, grand-électeur de l'empire; il institue dans ce royaume six grands-fiefs de l'empire français, avec le titre de duchés, et déclare à perpétuité le roi de Naples grand-dignitaire de l'empire, etc.

Par le troisième décret, les duchés de Clèves et de Berg sont cédés en toute souveraineté au prince Joachim, qui conservera ainsi que ses successeurs, la dignité de grand-amiral de France.

Par le quatrième décret, le prince Borghèse et ses descendans porteront le titre de prince de Guastalla.

Par le cinquième décret, le maréchal Berthier reçoit le titre de prince et duc de Neufchâtel, avec la souveraineté de ce pays.

Deux autres décrets sont relatifs à l'érection en duchés-grands-fiefs de l'empire, du pays de Massa et Carrara, et des états de Parme et de Plaisance.

Par ces décrets, l'empereur manifestoit son intention de récompenser ceux de ses sujets qui, dans des postes éminens et difficiles, lui avoient rendu ou lui rendroient d'importans services. D'ailleurs la splendeur du trône impérial exigeoit qu'il fût environné d'un certain nombre d'hommes possesseurs de hautes

dignités

dignités et de grands revenus ; et l'éclat habituel qui investit les premières têtes d'un état, leur donnant sur le peuple une autorité de conseil et d'exemple, étoit un motif dont ce monarque sentoit toute la force. 1806.

HEUREUSE SITUATION DES FINANCES DE L'EMPIRE.

En créant des récompenses durables pour les compagnons de ses victoires, l'Empereur ne portoit aucune atteinte au systême financier de son empire, parce que les revenus dont elles étoient composées, n'étoient que ceux des domaines sur lesquels il exerçoit le droit de conquête. Ce systême, établi sur les principes d'une sévère économie, offroit des résultats de plus en plus avantageux par la certitude des recouvremens, et par la juste proportion de la dépense avec la recette. Les comptes, qui furent mis sous les yeux du monarque par le ministre de ses finances, étonnèrent par leur exactitude, non seulement les Français eux-mêmes, mais plus encore les puissances étrangères qui durent être convaincues que l'empire français ne devoit pas moins sa force et sa prépondérance à l'immensité de ses ressources qu'à la valeur de ses guerriers. Il suffit de lire le préambule du rapport qui fut fait à l'Empereur par le ministre du trésor public, sur les recouvremens et les paiemens faits par le trésor dans le cours de l'an 13, et pendant le premier trimestre de l'an 14, pour avoir une idée de la balance exacte qui étoit établie entre les dépenses réelles et les moyens dont se composoient les recettes. Ce même préambule nous offre une remarque non

1806. moins véritable que surprenante; c'est que dans le même temps qu'une nation voisine, qui a la prétention d'étonner l'univers par ses ressources, est forcée d'ajouter chaque année quelques centaines de millions d'emprunt à ses énormes impôts, seulement pour solder quelques évolutions maritimes, Napoléon sait offrir des résultats bien différens à l'étonnement du monde et à la reconnoissance de ses peuples : c'est que cette immense entreprise militaire qui venoit de porter ses étendards jusqu'aux extrémités de l'Allemagne, avoit été consommée sans de nouveaux impôts, sans secours extraordinaires, et sans qu'aucune distribution de fonds eût été détournée pour les besoins de la guerre de sa destination ordinaire, et qu'une modique avance du trésor public avoit suffi à tous les préparatifs de la campagne : enfin, c'est que les glorieuses dépouilles que rapportoit la grande armée, étoient pour l'empire une richesse nouvelle, qui n'avoit été achetée par aucun sacrifice pécuniaire.

Si les récompenses que l'Empereur accordoit à ses compagnons d'armes, produisoient des revenus qui ne coûtoient rien au trésor public, les titres honorifiques qui y étoient attachés, n'avoient de conformité que par le nom, avec les titres consacrés par cette féodalité que les constitutions de l'empire ont à jamais proscrite. En effet tous ces titres de principautés et de duchés qui venoient d'être créés, ne devoient donner aucun privilége à leurs possesseurs contre le droit

commun qui régit tous les Français, droit imprescriptible qui, à l'époque même où Napoléon s'occupoit du rétablissement nécessaire des formes monarchiques, recevoit une nouvelle sanction par un *Code de Procédure Civile*, qui, comme le *Code Napoléon*, instituoit un mode général pour l'administration de la justice. 1806.

ÉLÉVATION DU PRINCE LOUIS-NAPOLÉON AU TRÔNE DE HOLLANDE.

Après avoir élevé son frère le prince Joseph sur le trône de Naples, et donné des souverainetés à d'autres princes ses beaux-frères, et aux premiers officiers de l'empire, l'Empereur devoit desirer que son jeune frère le prince Louis, dont il avoit reconnu les talens, l'activité, et l'attachement à sa personne, soit dans la dignité de connétable, soit pendant son commandement de l'armée combinée de France et de Hollande, fût revêtu de la dignité royale par les peuples qu'il avoit protégés, et qui avoient vu de près les éminentes qualités de sa personne. Ses desirs furent accomplis.

La république de Hollande, déchue depuis longtemps de son ancienne puissance, et devenue incapable de conserver sa liberté, alloit, ou périr victime des factions qui de temps à autre agitoient ses conseils, ou devenir la conquête de l'Angleterre et de la France : ainsi elle étoit destinée ou à l'anarchie ou à un démembrement non moins funeste pour elle ; car d'un côté, ses îles et ses ports seroient devenus le partage de l'Angleterre, et de l'autre, ses provinces de terre-ferme auroient étendu les limites de l'empire

1806. français. Il est vrai, un homme d'une prudence consommée, avoit, dans les temps les plus difficiles, maintenu avec autant de sagesse que de bonheur, l'indépendance de son pays, en en retardant la ruine par le grand pouvoir dont il avoit été revêtu par l'estime et l'affection de ses concitoyens : mais ses infirmités devoient tôt ou tard l'obliger d'abandonner les rênes de l'état, et conséquemment lui inspirer les plus vives inquiétudes sur le sort futur de sa patrie. Le grand pensionnaire Schimmelpeninck, qui est cet homme dont nous parlons, connoissoit à fond le rare mérite du prince Louis, et prévoyoit que s'il acceptoit la couronne de Hollande, sa qualité de frère de l'empereur des Français imposeroit aux factions, réuniroit tous les Bataves dans les mêmes intérêts, et ôteroit pour toujours à la Grande-Bretagne l'espérance de s'enrichir des dépouilles des Provinces-Unies. C'étoit une puissante sauve-garde à donner à leurs droits politiques, à leur commerce, à leur intégrité, que l'alliance et l'amitié fraternelle du plus grand monarque de l'Europe.

L'influence du grand pensionnaire sur les délibérations des Etats de la Hollande, et plus encore le sentiment profond de l'intérêt public, eut bientôt déterminé le voeu général pour le gouvernement monarchique, héréditaire dans la personne et dans la postérité directe et masculine du prince Louis. Une ambassade extraordinaire fut en conséquence nommée

par les Etats pour porter ce vœu à l'empereur Napoléon. 1806.

Avant l'audience solennelle où ce monarque reçut et accueillit le vœu du peuple batave, manifesté par l'organe du vice-amiral Verhuel, président de la députation, à laquelle le prince Louis fut présent, il avoit conclu un traité avec les représentans de la république de Hollande, présidés par le grand pensionnaire, en vertu duquel il avoit garanti à ce pays, pour ses héritiers et successeurs, à perpétuité, comme pour lui-même, le maintien de ses droits constitutionnels, son indépendance, l'intégrité de ses possessions dans les deux mondes; et avoit autorisé le prince Louis Napoléon à accepter la couronne de Hollande, avec le titre de roi.

Par le même traité, il est statué que les couronnes de France et de Hollande ne pourront jamais être réunies sur la même tête; l'étendue du domaine de la couronne de Hollande est déterminée; tout ce qui a rapport à la régence, à la minorité des rois, au douaire de la reine, est formellement stipulé; la grande dignité de *connétable* de l'empire français, reste affectée à perpétuité au roi de Hollande; les membres de la maison régnante en Hollande, restent personnellement soumis aux dispositions du statut constitutionnel relatif à la famille impériale; les charges et emplois de l'état, autres que ceux de la maison du roi, ne pourront être conférés qu'à des sujets nationaux, etc.

1806. Dans le temps que l'Empereur donnoit un trône à son frère Louis, il consentoit au choix que l'électeur archichancelier du corps germanique avoit fait du cardinal Fesch, grand-aumônier de l'empire français, pour son coadjuteur et son successeur : pour reconnoître les importans services que son ministre des relations extérieures, Talleyrand-Périgord, lui avoit rendus dans la carrière diplomatique, il le créoit prince et duc de Bénévent, et il accordoit la même faveur au maréchal Bernadotte, en le nommant prince et duc de Ponte-Corvo. Ces deux principautés qui, naguère, étoient l'objet de débats continuels entre la Cour de Rome et celle de Naples, érigées en grands fiefs de l'Empire, et devenues la propriété des princes français, au lieu d'être des causes de litige, ne devoient plus être que des liens d'union pour les puissances qu'elles avoient divisées.

C'étoit ainsi que Napoléon ne faisoit qu'un seul corps, pour ainsi dire, de son empire et des états qu'il avoit conquis; et qu'en plaçant les membres de sa famille et ses plus zélés serviteurs à la tête de ses provinces étrangères, il assuroit à celles-ci une paix durable, et un sage gouvernement. Plût à Dieu que les autres nations eussent été à l'abri des machinations de l'Angleterre, comme celles qui avoient passé sous sa puissante domination!

NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX, ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE.

Cette dernière puissance, dont le traité de Presbourg avoit encore une fois trompé l'espoir, n'eut

pas été plutôt informée qu'il avoit été conclu, et des dispositions qu'il contenoit, qu'elle fit tous ses efforts pour en suspendre l'exécution, du moins dans quelques-unes de ses parties. Ce fut donc par ses conseils que le gouverneur des Bouches du Cattaro remit aux Russes la place qu'il devoit, d'après le traité, remettre aux Français. Dans cette circonstance, l'Empereur, qui n'osoit former des soupçons contre la bonne foi de la Cour de Vienne, voulut néanmoins user de représailles, et ordonna en conséquence que la place de Braunau conserveroit garnison française, et que les fortifications en seroient rétablies jusqu'à ce que le traité eût reçu son entière exécution. Heureusement la Cour de Pétersbourg, dont les dispositions devenoient en apparence de plus en plus contraires aux intérêts de l'Angleterre, et favorables au maintien de la paix du continent, mit fin à la mésintelligence qui s'étoit élevée au sujet des Bouches du Cattaro, en envoyant l'ordre à ses troupes de les évacuer. L'empereur Alexandre se disposoit ainsi à suivre l'exemple de celui d'Allemagne, et mieux conseillé qu'il ne l'avoit été jusqu'alors, il prenoit la résolution de se soustraire à l'influence britannique, en répondant aux intentions pacifiques de l'empereur Napoléon. 1806.

A cet effet ce prince envoya à Paris un négociateur, chargé d'applanir les différends qui existoient entre la France et la Russie. M. d'Oubril, qui étoit cet envoyé, connoissoit parfaitement les véritables intérêts de son JUILLET.

1806. pays, et desiroit vivement que les deux plus vastes empires de l'Europe fussent unis à jamais pour le bonheur du monde. Avec de telles intentions, le traité qu'il avoit à conclure, devoit satisfaire également les deux souverains, et ne laisser pour l'avenir aucun accès à la discorde, par la modération et les sages ménagemens qui devoient y présider. C'est ce qui arriva du côté de l'empereur Napoléon, qui, satisfait des procédés du négociateur russe, ordonna à ses troupes de suspendre leur marche en Allemagne. Il étoit loin de s'attendre à ce qui devoit arriver; et les protestations amicales du cabinet de Pétersbourg étoient loin de le faire penser que bientôt il auroit d'autres ennemis sur le continent que l'imprudent et impuissant monarque de la Suède, que quelques bandes féroces et indisciplinées de Monténégrins, et que quelques milliers de brigands, qui, après la capitulation de la ville de Gaëte, désoloient la Calabre.

La sécurité que lui inspiroient alors et les démonstrations pacifiques de la Russie, et les mesures adoptées par la Prusse contre le commerce anglais, mesures qui avoient valu à cette puissance une déclaration de guerre de la part du gouvernement de la Grande-Bretagne; cette sécurité, dis-je, étoit telle, qu'il crut devoir profiter du loisir que la paix apparente du continent lui laissoit, pour s'occuper des plus grands objets de l'administration de son empire. En effet, c'est à cette époque qu'il entreprend la tâche difficile de réunir

CONVOCATION D'UN GRAND SANHÉDRIN DES JUIFS DE L'EMPIRE.

à

à la grande famille des Français tous les Juifs répandus 1806.
dans ses états, par une législation adaptée à leur religion, à leurs mœurs, à leurs usages; et qu'il convoque à Paris un sanhédrin solennel, composé des hommes les plus recommandables de cette nation, soit par leurs vertus, soit par leurs richesses. Jusqu'alors, le peuple Juif, méprisé, avili par les gouvernemens, s'étoit encore plus avili par ses mœurs et par ses injustices; ou peut-être ne s'étoit-il avili lui-même, que parce que les gouvernemens le méprisoient. Pour rendre les Israélites respectables à leurs propres yeux, Napoléon jugea qu'il devoit leur témoigner de la considération et de la confiance; il jugea que pour qu'ils s'attachassent plus facilement à de bonnes lois, il falloit qu'ils fussent, pour ainsi dire, les auteurs de leur propre législation.

Ce fut un grand et bien nouveau spectacle que celui d'une assemblée composée des représentans de cette nation célèbre, qui, dispersée dans l'univers depuis dix-huit siècles, qui, toujours méprisée, persécutée, et toujours subsistante, et qui, dans toutes les parties du monde où ses enfans sont répandus, porte avec respect le volume sacré des lois qu'elle reçut de Moïse, il y a quatre mille ans, délibéroit, en présence des commissaires de l'empereur des Français, sur les moyens de se réunir à la grande nation par le lien de la morale. Que de souvenirs attendrissans durent se présenter à la mémoire de ces descendans de l'antique Israël, et

1806. de quels sentimens de gratitude tous les cœurs durent être pénétrés envers le nouveau Cyrus qui cherchoit à les tirer de leur humiliation !

CATÉCHISME UNIFORME POUR TOUTES LES ÉGLISES.

Un acte plus important encore d'administration, en ce qu'il établissoit dans l'enseignement des vérités de la religion catholique, une uniformité nécessaire, et qui néanmoins n'avoit point encore eu lieu dans les diocèses de l'empire, étoit une autre preuve que l'Empereur, tout occupé du gouvernement intérieur de ses états, ne croyoit plus avoir sur le continent de grands ennemis à combattre, et qu'il se reposoit entièrement sur la persuasion où il étoit que les grandes puissances entendoient beaucoup mieux leurs intérêts qu'elles ne l'avoient fait auparavant. Nous voulons parler du *Catéchisme à l'usage de toutes les églises de l'Empire Français*, rédigé sur celui du grand Bossuet, et approuvé par le légat du Saint Siége en France. De tous les bienfaits répandus sur l'église gallicane par l'empereur Napoléon, sans doute le plus grand est l'emploi qu'il fait ainsi de sa puissance pour maintenir la pureté de l'enseignement religieux, en obligeant tous ses sujets catholiques à le puiser à la même source. Désormais, plus de doutes, plus de controverses, plus de querelles théologiques, ne rendront problématiques les dogmes et la morale de la religion catholique; et l'enfance, et la jeunesse, et l'âge mûr, et la vieillesse, pourront se comprendre les uns les autres dans leurs entretiens sur les objets de leur croyance.

1806.

NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX, COMMENCÉES A PARIS ENTRE UN ENVOYÉ D'ANGLETERRE, ET LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

Cependant la persuasion où étoit l'Empereur que la paix du continent ne seroit pas troublée de long-temps, et que la paix maritime même ne tarderoit pas à consoler les deux hémisphères, parce que le premier ministre d'Angleterre, Fox, qui avoit remplacé le ministre Pitt, mort dans le mois de janvier de cette année, témoignoit hautement le desir qu'il avoit de la conclure, et avoit en conséquence envoyé dès le mois de mars, un négociateur à Paris, cette persuasion, disons-nous, n'empêchoit pas l'Empereur de former des alliances en Allemagne, pour les opposer, dans le besoin, à une nouvelle coalition qui pourroit se former contre lui, et contre laquelle la constitution germanique n'offroit plus de garantie certaine.

DISSOLUTION DU CORPS GERMANIQUE. CONFÉDÉRATION DU RHIN, DONT L'EMPEREUR SE DÉCLARE LE PROTECTEUR.

En effet, cette constitution, par les altérations qu'elle avoit subies de siècle en siècle, n'étoit plus que l'ombre d'elle-même, et l'empereur d'Allemagne, comme chef du Corps Germanique, n'avoit plus qu'un vain titre, qu'il étoit incapable de faire valoir à l'égard des puissances qui s'étoient agrandies depuis un siècle. D'ailleurs la situation dans laquelle le traité de Presbourg avoit placé la plupart des états d'Empire, alliés de la France, et de ceux des princes leurs voisins, leur imposoit la nécessité d'établir sur un nouveau plan, le système de leurs rapports, et d'en faire disparoître une contradiction qui n'auroit pu être qu'une source éternelle d'inquiétudes et d'agitations. Le ministre de France, M. Bacher, proposa ces consi-

1806. dérations, mais avec plus de détails, à la diète de Ratisbonne, et finit par lui déclarer que l'Empereur et Roi ne reconnoissoit plus la constitution germanique, et qu'il avoit accepté le titre de *Protecteur de la Confédération du Rhin*, qui lui avoit été décerné par les princes qui s'étoient séparés en dernier lieu du Corps Germanique, pour en former un autre plus convenable dans les circonstances, et dont la constitution seroit mieux adaptée à leurs intérêts.

En effet, dès le mois de juillet, les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur archi-chancelier de l'Empire Germanique, l'électeur de Bade, le duc de Clèves et de Berg, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen, de Nassau-Weilbourg, de Hohenzollern-Héchingen, et Hohenzollern-Sigmarengen, de Salm-Salm, et de Salm-Kirbourg, d'Ysembourg-Birstein, le duc d'Aremberg, et le comte de la Leyen, par un traité conclu avec l'empereur des Français, s'étoient séparés à perpétuité du Corps Germanique, et s'étoient unis entr'eux par une confédération particulière, sous le nom d'Etats confédérés du Rhin, et placés sous la protection de l'empereur Napoléon.

Une telle confédération, dans tout autre temps, auroit sans doute attiré à la France une guerre générale de la part des princes qui portoient envie à sa puissance; mais les circonstances se trouvèrent tellement changées, qu'aucune réclamation ne se fit entendre, et que l'empereur d'Allemagne, dont les intérêts se

trouvoient le plus compromis par ce démembrement et par la dissolution de la diète de Ratisbonne, qui en étoit le résultat, y donna de lui-même son consentement, en prenant le titre d'empereur héréditaire d'Autriche, et en renonçant à la couronne impériale germanique, par une déclaration qu'il envoya à la diète. 1806.

Nous ne rapporterons point les nombreuses dispositions de cet important traité, desquelles le plus grand nombre détermine l'exercice de la souveraineté des membres de la confédération sur les possessions de l'ordre équestre, ainsi que la réunion de certains domaines à leurs territoires respectifs : la plus importante en est celle par laquelle les parties contractantes déclarent que toute guerre continentale que l'une d'elles aura à soutenir, deviendra immédiatement commune à toutes les autres.

L'EMPEREUR DE RUSSIE REFUSE DE RATIFIER LE TRAITÉ DE PAIX CONCLU A PARIS PAR SON ENVOYÉ.

Il étoit bien à propos que les liens qui unissoient déjà les princes dont nous venons de parler à l'empire français, fussent serrés plus étroitement; car au lieu de faire la paix sur laquelle Napoléon avoit tellement compté, qu'il avoit envoyé l'ordre à ses différens corps d'armée stationnés en Allemagne, de repasser le Rhin, et de rentrer en France, la cour de Pétersbourg, en refusant de ratifier le traité conclu par son ministre à Paris, sembloit vouloir recommencer la guerre et perpétuer les agitations sur tout le continent. Un changement dans le ministère russe, qui y avoit amené de nouveaux principes de gouvernement, et

1806. plus encore l'ascendant d'un parti dévoué aux intérêts de l'Angleterre, avoient arrêté la main d'Alexandre, prête à signer une paix également honorable aux deux puissances.

MORT DE M. FOX, 1er MINISTRE D'ANGLETERRE. RUPTURE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX.

Ce fut alors que l'on commença à entrevoir dans la lenteur des négociations entamées à Paris par le cabinet de Londres, le motif du refus du monarque de Russie. Le ministre Fox, doué d'une grande fermeté, de vastes connoissances politiques, d'un zèle ardent pour la prospérité de son pays, dès son entrée dans le ministère, avoit manifesté l'intention de rétablir enfin une paix durable entre la Grande-Bretagne et la France. Malheureusement pour l'humanité et pour les intérêts des deux peuples, ce grand ministre, atteint d'une maladie qui le conduisit au tombeau, n'eut ni le temps, ni la force nécessaires pour achever l'important ouvrage qu'il avoit commencé. M. Lauderdale, le négociateur à qui il avoit confié ses intentions pacifiques, traversé dans sa mission par les ennemis du ministre mourant, et par les suggestions des puissances du nord, ne parut plus en France que comme un agent inutile. M. Fox mourut, et sa mort devint le signal de la rupture totale des négociations.

Quelques avantages que la marine anglaise avoit obtenus, sans doute, ne devoient point être un motif pour le roi George de prolonger une guerre désastreuse pour ses sujets, plus encore que pour la France. La modération que le chef de cet empire avoit

manifestée dans ses entretiens à ce sujet, les sacrifices qu'il étoit disposé à faire pour obtenir la liberté des mers, présentoient au contraire l'occasion la plus favorable que l'Angleterre pût trouver, d'obtenir de précieux avantages, et de conserver une grande partie de son influence sur le continent européen. Mais il est pour les nations comme pour les individus, certaines fatalités qui les empêchent de profiter des plus heureuses circonstances, et les précipitent ensuite dans un abîme de maux, d'où elles ne savent plus comment sortir. Assurément le monarque anglais ne prévoyoit pas, en suivant les conseils des amis de la guerre, qu'il se passeroit bien du temps avant qu'il retrouvât l'heureuse occasion qu'il laissoit échapper. 1806. SEPTEMBRE.

De même que la Russie et l'Angleterre se laissoient entraîner aux démarches les plus contraires à leurs vrais intérêts, par les conseils imprudens de ces hommes qui ne sauroient vivre hors des troubles et des agitations, parce qu'ils consultent moins les intérêts de leur pays, que ceux de leur avarice ou de leur ambition; ainsi, la Prusse abandonnée au délire d'une jeunesse ignorante et présomptueuse, méditoit de rentrer dans la carrière des combats qu'elle avoit quittée depuis près de douze ans. En vain le sage monarque de ce puissant royaume, et ses vieux serviteurs, étoient convaincus que le plus mauvais parti que la Prusse pût embrasser, c'étoit de rompre le traité qui l'unissoit à la France, la volonté et les intentions pacifiques du premier, et les utiles

PRÉPARATIFS DE GUERRE EN PRUSSE CONTRE LA FRANCE.

1806. conseils des seconds, échouoient contre les intrigues des différens partis qui agitoient la ville et la cour de Berlin.

L'empereur Napoléon, à qui le monarque Prussien n'avoit cessé de faire des protestations d'amitié, et avoit déclaré qu'il reconnoissoit la confédération du Rhin, et qu'il n'avoit aucune objection à faire contre les arrangemens pris en dernier lieu dans le midi de l'Allemagne, ne put d'abord trouver aucun motif aux armemens considérables de ce prince contre la France et ses alliés. Mais bientôt il vit clairement dans ces préparatifs le développement d'une nouvelle coalition, dont le but étoit de renverser la confédération rhénane, et d'enlever à la France l'utile et puissante influence qu'elle exerçoit en Allemagne.

L'entrée inattendue des troupes prussiennes dans l'électorat de Saxe, et leur marche vers les frontières de la confédération, ne laissèrent plus aucun doute sur les intentions du cabinet de Berlin. Surpris de ce déploiement de forces qui conduisoient à des hostilités ouvertes, l'empereur Napoléon, quoiqu'en mesure de les repousser, ne laissa pas d'employer tous les moyens conciliatoires qui pouvoient contribuer au maintien de la paix entre les deux états, et des négociations furent ouvertes à Paris par son ordre, entre son ministre des relations extérieures, et l'envoyé prussien Knobelsdorff; mais cet envoyé n'osant d'abord avouer les vrais motifs qui animoient la cour de Ber-

lin, rejette la cause de ses armemens sur des bruits de gazettes, et sur la position des différens corps de l'armée française en Allemagne, quoique cette position ne soit encore que défensive, et assez éloignée des frontières de la Prusse. Ce ne fut qu'après son départ de Paris, que ce ministre se décida enfin à envoyer de Metz à M. de Talleyrand, une déclaration qui portoit : que les troupes françaises se retireroient de l'Allemagne, et que toutes sans exception repasseroient le Rhin ; que la France n'opposeroit aucun obstacle à une ligue du nord qui embrasseroit tous les états non compris dans la confédération du Rhin ; que sans délai, il s'ouvriroit une négociation pour fixer d'une manière durable tous les intérêts en litige, et dont la base préliminaire, pour la Prusse, seroit la séparation de Wesel et de son territoire, de l'empire français. 1806.

Une telle déclaration n'étoit point un moyen propre à amener le rétablissement de la bonne intelligence entre les deux monarques : c'étoit au contraire une déclaration de guerre bien formelle, et telle que l'envoyé prussien n'eût pas dû la faire, même à la suite de plusieurs victoires remportées par des troupes de son souverain. Ainsi, il ne restoit plus à Napoléon que de venger l'honneur des armées françaises, qui se trouvoit si fortement blessé par l'espèce d'injonction qu'un envoyé diplomatique osoit leur faire de se retirer sans combat, du théâtre de leurs victoires, comme une garnison sort d'une place qui a capitulé.

1806.
DÉPART DE L'EMPEREUR POUR SES ARMÉES D'ALLEMAGNE.

L'Empereur n'avoit pas attendu que cette déclaration lui fût remise à Paris. Dès la fin de septembre, prévoyant que l'esprit de vertige qui s'étoit emparé des conseils de la Prusse, rendroit inutile toute espèce de négociation, et instruit que les phalanges ennemies s'avançoient à grandes journées et en grandes masses dans le cœur de la Saxe, et vers le territoire de ses alliés, il étoit parti pour se mettre à la tête de ses troupes et de celles de la Confédération, dont il avoit à défendre les intérêts, à garantir le territoire, et à maintenir l'indépendance. Par le statut constitutionnel de cette confédération, il s'étoit engagé à fournir deux cent mille hommes pour la cause commune : mais comme la Prusse avoit mis toutes ses forces sur pied, que la Russie faisoit marcher une armée pour la soutenir, que la Poméranie Suédoise se remplissoit de troupes, et que l'électeur de Saxe étoit contraint d'employer ses propres soldats contre lui-même, il augmenta ce nombre de cent mille hommes. Ainsi l'armée confédérée se trouva forte de quatre cent mille guerriers, dont le plus grand nombre avoient plusieurs fois vaincu sous les ordres de l'Empereur les braves et nombreux bataillons de l'Autriche.

Il étoit temps que Napoléon parût à la tête de ses armées d'Allemagne. A peine arrivé sur les frontières de son empire, il eut lieu de reconnoître combien sa présence y étoit nécessaire, et de s'applaudir des mesures de défense qu'il avoit prises avant de quitter sa

capitale. Déjà la Prusse avoit porté ses armées au grand complet de guerre; ces armées s'ébranloient de toutes parts; elles arrivoient devant les cantonnemens des Français, qu'elles provoquoient de toute manière: mais bientôt nos soldats se vengeront de ces insultes, et mettront un terme à leur patience. Napoléon passe le Rhin; il forme ses camps, et fait entendre le cri de guerre. En un clin-d'œil des marches combinées et rapides ont porté ses guerriers contre les armées prussiennes; tous les camps de l'ennemi sont forcés, et l'instant approche, où la force aveugle sera repoussée par celle du génie et du véritable courage. En vain les soldats de Frédéric-Guillaume se souviennent de leurs pères; le génie de Frédéric-le-Grand n'anime plus leurs capitaines, en qui la présomption a pris la place du courage, et à qui l'audace tient lieu d'expérience. 1806. OCTOBRE.

L'empereur des Français, qui connoissoit bien l'esprit qui animoit la plupart des généraux prussiens, ne put s'empêcher de déplorer, par une sorte de pressentiment, la funeste catastrophe à laquelle ils conduisoient leur patrie. « Nous devons le dire, écrit-il au
» Sénat, notre cœur est péniblement affecté de cette
» prépondérance constante qu'obtient en Europe le
» génie du mal, occupé sans cesse à traverser les
» dessins que nous formons pour la tranquillité de
» l'Europe, assiégeant tous les cabinets par tous les
» genres de séduction, et égarant ceux qu'il n'a pu
» corrompre, les aveuglant sur leurs véritables in-

1806. » térêts, et les lançant au milieu des partis, sans autre » guide que les passions qu'il a su leur inspirer. Le » cabinet de Berlin lui-même n'a point choisi avec » délibération le parti qu'il prend : il y a été jeté avec » art et avec une malicieuse adresse. Le roi s'est » trouvé tout-à-coup à cent lieues de sa capitale, aux » frontières de la Confédération du Rhin, au milieu » de son armée, et vis-à-vis des troupes françaises » dispersées dans leurs cantonnemens, etc. »

Il étoit temps encore pour le monarque Prussien, lorsque Napoléon écrivoit ces paroles, d'écarter l'orage qui alloit fondre sur ses états et sur sa famille, en chassant les imprudens conseillers qui le poussoient à sa perte, et en plaçant à la queue de ses régimens les jeunes étourdis à qui l'intrigue l'avoit forcé d'en confier le commandement; sur-tout, en renvoyant dans ses états ce vieux général qui, plusieurs années auparavant, s'étoit permis de menacer la capitale de la France d'une totale destruction, et qui, dans les plaines de la Champagne, avoit compromis l'honneur des armes prussiennes, par une invasion suivie d'une honteuse retraite.

Ce fut la présence de ce général à l'armée prussienne, dont il dirigeoit les mouvemens, qui fournit heureusement les principales idées de la proclamation que l'Empereur adressa à ses soldats, de son quartier-général de Bamberg. Cette campagne humiliante du duc de Brunswick, dans les premières années de la

révolution française, et son insensée proclamation aux habitans de Paris, étoit un texte bien capable d'enflammer le courage des soldats, dans une circonstance à-peu-près semblable, dans une circonstance où le même ennemi exigeoit d'eux qu'ils retournassent en France, comme des transfuges, après avoir abandonné leurs alliés, et foulé aux pieds cette moisson de lauriers qu'ils avoient cueillie dans un si grand nombre de glorieuses campagnes. 1806.

Lorsque l'Empereur adressoit de Bamberg cette proclamation à sa grande-armée, l'ennemi commençoit les hostilités en attaquant un officier de l'état-major français. Ainsi, quelqu'eût été jusqu'alors son desir de maintenir la paix, et d'amener le roi de Prusse à des sentimens plus conformes à ses véritables intérêts, l'épée ayant été si imprudemment tirée contre lui, il ne devoit plus penser qu'à repousser la force par la force, en ordonnant à ses troupes de s'avancer contre l'armée prussienne.

La grande-armée française, dont l'aîle droite étoit composée des corps des maréchaux Soult et Ney, et d'une division des Bavarois; dont le centre étoit formé de la réserve du grand-duc de Berg, des corps du prince de Ponte-Corvo, du maréchal Davoust, et de la garde impériale, et dont l'aîle gauche se composoit des corps commandés par les maréchaux Lannes et Augereau, se mit en marche pour déboucher par trois endroits. L'aîle droite se porta sur Hoff;

1086. le centre marcha sur Géra, et l'aile gauche sur Cobourg, Graffenthal et Saalfeld.

Suivons dans sa marche cette valeureuse armée depuis long-temps illustrée, encouragée par autant de victoires qu'elle a livré de batailles. A peine ses trois divisions se sont déployées et avancées, que déjà la renommée annonce leurs triomphes. Le maréchal Soult, suivi de près par le maréchal Ney, enlève à Hoff tous les magasins de l'ennemi : le grand-duc de Berg passe la Saale, après avoir repoussé un régiment ennemi, arrive à Schleitz, d'où il chasse, aidé du prince de Ponte-Corvo, un corps de dix mille hommes, dont une partie est tuée, l'autre est prise, et le reste s'enfuit épouvanté. Après ce brillant avantage, le centre s'avance sur Auma et sur Géra; et la cavalerie de réserve s'empare des bagages et des caissons de l'ennemi.

COMBAT DE SCHLEITZ.

COMBAT DE SAALFELD. 10 OCTOBRE.

De son côté, l'aile gauche ne parvenoit pas avec moins de rapidité à sa destination. Après s'être avancé au-delà de Cobourg et de Graffenthal, le maréchal Lannes attaque à Saalfeld l'avant-garde de l'armée du prince de Hohenlohe, commandée par le jeune prince Louis Ferdinand de Prusse. Une seule division, sous les ordres du général Suchet, est chargée d'exécuter les ordres du maréchal. En moins de deux heures, l'infanterie et la cavalerie prussiennes sont culbutées et dispersées, après une grande perte. Dans cette journée, le monarque Prussien eut à pleurer la mort du

prince Louis, que sa jeunesse, digne d'un sort plus heureux, mais non plus glorieux, avoit rendu comme l'agent de cette belliqueuse faction de Berlin, qui avoit, pour ainsi dire, forcé son Souverain d'exposer sa couronne aux hasards des combats. Napoléon, qui estime la valeur chez ses ennemis, comme chez ses propres soldats, fit de ce guerrier le plus bel éloge, en disant qu'il étoit mort comme tout bon soldat doit desirer de mourir. 1806.

Après tous ces succès, heureux préludes de succès plus décisifs, l'armée française se mit en marche sur Naumbourg et Jéna, pour se mesurer avec la grande armée prussienne, déjà tournée par son aile gauche, et abandonnée aux fluctuations d'un conseil incertain et épouvanté.

A cette époque, comme à toutes celles qui l'avoient précédées tous les corps de la grande-armée s'avançoient d'un mouvement uniforme et rapide. Bientôt ses coureurs parurent aux portes de Leipsick; et pendant que l'armée prussienne, coupée de Dresde, capitale de la Saxe, rassembloit ses colonnes éparses, elle tournoit le Weser, la Saale, comme l'année précédente elle avoit tourné les positions de l'Iller, et se plaçoit entre l'Elbe et l'ennemi qui tournoit le dos au Rhin. Dans une telle situation, résultat de l'habileté et de l'activité de Napoléon, ainsi que de la lenteur et de l'imprévoyance des généraux prussiens, il étoit impossible qu'une bataille générale n'eût pas lieu. En

1806. vain l'armée prussienne, alarmée de se voir tournée, d'avoir perdu ses magasins, s'efforce de gagner Magdebourg; il est trop tard pour qu'elle puisse échapper à l'armée française qui la précède de trois journées, et dont tous les corps étoient en mesure pour se rendre dans la plaine de Jéna.

BATAILLE ET VICTOIRE DE JÉNA. 14 OCTOBRE.

Ce fut le 13 octobre que l'armée ennemie, forte de cent cinquante mille hommes, se présenta en bataille entre Capelsdorf et Auerstaedt, dans le voisinage de Jéna. Son intention étoit plutôt de combattre pour sa retraite que pour la gloire; et, sans doute, il n'entroit plus alors dans l'esprit des généraux prussiens de forcer les soldats français à évacuer l'Allemagne, par journées d'étapes.

L'Empereur, qui étoit arrivé à Jéna à deux heures après midi, s'aperçut bientôt que cette armée manœuvroit pour livrer bataille le lendemain, et forcer les divers débouchés de la Saale. Une chaussée s'étend de Jéna à Weimar; l'ennemi s'en empara, et chercha à en faire une position capable d'empêcher les Français de déboucher dans la plaine. Mais il avoit négligé d'occuper un plateau qui la dominoit: l'avant-garde française s'étoit portée sur ce plateau, dont l'Empereur résolut de faire le centre de ses opérations. A cet effet, malgré l'extrême difficulté du terrein, il y fit conduire plusieurs pièces de canon, par un chemin que l'on avoit pratiqué dans le roc pendant la nuit. Cependant, il ordonne à tous les corps de l'armée de se

mettre en marche et de manoeuvrer pour couper toute retraite à l'ennemi. Le maréchal Davoust reçoit l'ordre de défendre les défilés de Koesen; le prince de Ponte-Corvo doit se porter par Dornbourg sur les derrières de l'ennemi : tout le corps du maréchal Lannes se déploie sur le penchant du plateau, au sommet duquel le maréchal Lefebvre place l'infanterie de la garde impériale en bataillon quarré. Les corps des maréchaux Ney et Soult marchèrent toute la nuit. La gauche du plateau fut occupée par la division Gazan, et la droite par celle du général Suchet. Entre la ville et cette étroite position, des débouchés furent pratiqués pour le développement des troupes. 1806.

La position de l'armée prussienne étoit bien différente. Toutes ses divisions se déployoient sur une immense étendue de terrein, et elle paroissoit vouloir réunir tous ses efforts pour déloger les Français du plateau, et s'emparer des défilés de Koesen; et ceux-ci serrés, et n'ayant rien à craindre ni pour leurs flancs ni pour leurs derrières, ressembloient à un coin terrible et capable de vaincre toute espèce de résistance. Jamais on n'avoit vu deux armées en présence, dans des situations si différentes. Napoléon passa la nuit au milieu de ses guerriers sur son précieux plateau.

Lorsque le jour se montra, ce monarque parcourut au milieu d'un épais brouillard le front de plusieurs lignes, menaçant d'un éternel déshonneur les corps d'armée qui livreroient passage à l'ennemi. Menacer

1806. les soldats français du déshonneur, c'est en attendre tout ce que l'héroïsme a de plus grand, tout ce que le courage a de plus impétueux; c'est leur dire: Si l'ennemi est assez heureux pour vous repousser vivans, il faut que vos cadavres amoncelés l'arrêtent dans son triomphe.

Les paroles de l'Empereur produisent l'effet d'une étincelle qui tombe sur la poudre à canon. Tous les soldats s'écrient: *Marchons!* Toute l'armée s'ébranle malgré l'obscurité causée par le brouillard; elle se précipite du plateau comme un torrent d'une montagne; l'inexpugnable position de l'ennemi est emportée, et la plaine s'ouvre à nos bataillons, qui se forment alors en ordre de bataille. L'armée ennemie avoit toute entière pris les armes. Cinquante mille hommes de son aile gauche se portent sur les défilés de Koesen, que le maréchal Davoust venoit d'occuper, et le reste, fort de quatre-vingt mille hommes, se présente devant le centre de l'armée française, qui débouchoit du plateau. Bientôt l'impétuosité de nos soldats engage la bataille, contre le voeu de l'Empereur, qui attendoit la cavalerie et les troupes qui devoient le joindre. Le maréchal Lannes s'avance pour soutenir plusieurs bataillons engagés au village de Hollstedt. Le maréchal Soult attaque et emporte un bois avec l'aîle droite qu'il commandoit, et s'avance ensuite contre l'ennemi. Le maréchal Augereau, qui avoit l'aîle gauche sous ses ordres, repousse la droite de l'armée prussienne.

Dans ce mouvement général des deux armées, nulle confusion, nul désordre. Des deux côtés, précision et rapidité dans les manœuvres; sang-froid dans l'attaque et dans la défense. L'armée prussienne paroissoit encore être celle du Grand-Frédéric, malgré les fautes de son général, le duc de Brunswick. 1806.

Depuis plus de deux heures l'artillerie jonchoit la plaine de cadavres, lorsque l'Empereur apprend l'arrivée de sa cavalerie et des autres troupes qu'il attendoit. Alors, il fait avancer tous les bataillons en réserve sur la première ligne. Ce nouvel effort déconcerte l'ennemi; entamé, culbuté, il cherche son salut dans la retraite; mais le grand-duc de Berg, à la tête des cuirassiers et des dragons, se précipite sur sa cavalerie, son infanterie, et son artillerie. Une affreuse déroute est le résultat de cette charge impétueuse.

Cependant le maréchal Davoust avoit résisté de son côté aux prodigieux efforts de l'énorme masse qui s'étoit portée contre lui. Non seulement il lui fermoit les débouchés de Kœsen, mais encore il la poursuivoit pendant trois lieues, et l'empêchoit ainsi de prendre part à ce qui se passoit plus loin.

Telle fut la célèbre bataille de Jéna où cette armée prussienne, qui avoit acquis depuis plus de soixante ans une si grande réputation en Europe, acheva ses destins. Près de quarante mille prisonniers, un grand nombre de drapeaux, trois cents pièces de canon, d'im-

1806. menses magasins, furent les premiers fruits de cette grande victoire.

Par sa défaite, l'armée prussienne, affoiblie de moitié, perdit et la ligne de ses opérations, et sa retraite, et son courage, et par la mort ou la prise de ses meilleurs généraux, l'espoir de plus rien entreprendre d'important. Toutes ses divisions, dès ce moment, parurent abandonnées au hasard; et tandis que son aile droite et son centre abandonnoient Weymar en désordre, son aîle gauche, poursuivie par le maréchal Davoust, se retiroit sur cette ville. Ainsi, ce n'étoit plus une armée, mais des corps désordonnés et confus qui se portoient çà et là, sans savoir où s'arrêter. Le roi lui-même, désespéré et fuyant à travers les campagnes, donnoit l'exemple de l'effroi et du désordre.

L'EMPEREUR REND LA LIBERTÉ A SIX MILLE SAXONS.

Dans l'armée vaincue se trouvoit un corps de Saxons, que l'électeur avoit été contraint de fournir, ainsi que quelques autres, contre ses propres intérêts. Ce corps, composé de plus de six mille hommes fut fait prisonnier : l'Empereur qui n'avoit pris les armes que pour soustraire la Saxe à l'influence et à la domination de la Prusse, son ennemie naturelle, ne voulut point les traiter en ennemis, mais les renvoya dans leurs foyers, après avoir fait promettre aux officiers qu'il avoit réunis, de ne plus porter les armes contre la France, dont la Saxe avoit éprouvé depuis plus de deux cents ans la puissante protection.

Le lendemain de la bataille, le grand-duc de Berg se présenta devant la place d'Erfurt, qui, vingt-quatre heures après, lui ouvrit ses portes, à la suite d'une capitulation, qui mit entre ses mains plusieurs milliers de prisonniers, dont les principaux étoient le prince d'Orange, et le feld-maréchal Mœllendorff. Les autres corps de l'armée ne cherchoient pas avec moins d'ardeur à profiter du désordre et de la consternation qui régnoient dans les débris fugitifs de l'armée prussienne; de toutes parts, c'étoient des bataillons coupés, des pièces de canon enlevées, des bagages pris. Le maréchal Davoust marchoit sur Leipsick, et de-là sur Wittemberg; le maréchal Soult battoit à Greussen un corps de dix mille hommes, commandé par le général Kalkreuth, et le poursuivoit jusques auprès de Magdebourg; le prince de Ponte-Corvo mettoit, à Halle, dans une déroute complète une armée de réserve commandée par le prince de Wurtemberg; le grand-duc de Berg, à la tête de sa cavalerie, inondoit toute la plaine de Magdebourg, sous les remparts de laquelle les restes de l'armée royale se hâtoient de se retirer; et le maréchal Lannes arrivoit à Dessau et jetoit un pont sur l'Elbe. Après toutes ces forces, dont l'action étoit aussi simultanée que rapide, le prince Jérôme en commandoit d'autres, composées en partie des troupes fournies par les princes de la Confédération du Rhin. Cette armée, concentrée sur les frontières de la Westphalie et de la Hesse, proté-

1806.

PRISE D'ERFURT.

COMBAT DE HALLE.

1806. geoit les derrières de l'armée française, et se trouvoit disposée à se porter où les circonstances pourroient l'exiger.

Il étoit important pour la suite des opérations de la campagne, d'enlever à l'armée prussienne, l'un des boulevards de cette monarchie, la ville de Magdebourg. L'Empereur résolut d'en faire le siége. Mais avant de parler de cette place, que le maréchal Ney tenoit bloquée, et de sa prompte reddition, suivons, s'il est possible, les autres corps de l'armée dans leur marche, ou plutôt dans leur vol.

PRISE DE POTZDAM, DE BERLIN, etc.

Après avoir passé l'Elbe à Dessau, celui du maréchal Lannes s'empare de Potzdam, ceux des maréchaux Davoust et Augereau entrent dans la ville de Berlin, et celui du prince de Ponte-Corvo se rend maître de Brandebourg. Ainsi, dix jours après la bataille de Jéna, la capitale de l'ennemi étoit tombée au pouvoir du vainqueur. L'Empereur suivoit de près ses troupes victorieuses, à cheval, et leur donnant l'exemple de la patience dans les fatigues, et d'une activité supérieure à tous les obstacles : mais quelquefois la fortune se plaisoit à lui offrir un sujet de délassement.

TRAIT DE BIENFAISANCE DE L'EMPEREUR ENVERS UNE ÉGYPTIENNE.

Le monarque se rendoit à cheval de Wittemberg à Potzdam. Un orage le surprend; il met pied à terre dans la maison du grand-veneur de Saxe. Bientôt il s'entend nommer par une femme d'une figure gracieuse. Etonné, il l'interroge, et apprend qu'elle est

égyptienne; qu'elle est veuve d'un officier français de l'armée d'Egypte; que depuis trois mois elle se trouve en Saxe, et que le grand-veneur a bien voulu l'accueillir, et lui faire un honorable traitement. Flatté de cette rencontre et du souvenir de cette femme, Napoléon lui fait un accueil gracieux; lui assure une pension de douze cents francs, et se charge de l'éducation de son enfant. « C'est la première fois, « dit-il, que je mets pied à terre pour un orage. « J'avois le pressentiment qu'une bonne action m'at- « tendoit là. » Cet acte de générosité et tant d'autres dont sa vie est pleine, sont une preuve certaine de la reconnoissance de ce grand monarque envers ceux qui se dévouent à son service. Ce n'est point seulement par des éloges qu'il les récompense de leur dévouement, sa munificence s'étend encore après leur mort et sur leurs épouses et sur leur postérité. 1806.

HONNEURS RENDUS PAR L'EMPEREUR A LA MÉMOIRE DU GRAND-FRÉDÉRIC.

Arrivé à Potzdam, petite ville dans le voisinage de Berlin, célèbre par le séjour qu'y faisoit le grand Frédéric, Napoléon n'eut rien de plus pressé que de visiter la chambre et le tombeau de ce monarque immortel, qui avoit élevé la Prusse à un si haut point de grandeur et de prospérité. Quelles réflexions il dut faire sur l'abandon où se trouvoient les restes précieux d'un si grand capitaine, sur la simplicité du cercueil qui les renfermoit, sur l'oubli ou plutôt sur l'ingratitude dont on s'étoit rendu coupable, en les

1806. plaçant dans un caveau sans ornemens, sans trophées, sans aucune distinction qui pût rappeler les grandes actions qu'il avoit faites! Mais si l'Empereur dut être étonné de cette espèce d'oubli, trop réel, malgré le serment qui, l'année précédente, avoit été prêté sur ce cercueil par un jeune souverain; combien il dut s'indigner que dans le palais on eût négligé de donner l'ordre de soustraire au vainqueur de la Prusse, l'épée du créateur de la Prusse, ainsi que la ceinture de général qu'il portoit pendant la guerre de Sept-Ans, et son cordon de l'aigle-noir! Sans doute, ces précieuses dépouilles devoient être regardées comme autant de palladium de la monarchie de Frédéric-Guillaume; sans doute, elles devoient être placées à Jéna, au centre de l'armée prussienne, et peut-être les soldats, animés par leur présence, auroient mieux soutenu leur antique renommée. Puisque les Prussiens les avoient si mal gardées, c'étoit aux vieux soldats français qui avoient combattu contre le grand Frédéric, et à ceux qui avoient marché sur leurs traces, qu'elles devoient être confiées. Napoléon sut bien apprécier une si riche proie. « J'aime mieux cela, « dit-il, que vingt millions. J'enverrai ces trophées à « mes vieux soldats de la guerre d'Hanovre; j'en ferai « présent au gouverneur des Invalides; elles reste- « ront à l'Hôtel. » Il tint parole, et quelque temps après, ces glorieux trophées furent portés en pompe dans les rues de la capitale, et présentés au gouver-

verneur des Invalides par le maréchal de l'empire Moncey. 1806. OCTOBRE.

Pendant que l'Empereur rendoit cet hommage glorieux aux mânes et aux dépouilles de Frédéric, la citadelle de Spandau, située à trois lieues de Berlin, et à quatre de Potzdam, forte par sa position au milieu des eaux de la Sprée, défendue par douze cents hommes, abondamment fournie de munitions de guerre et de bouche, et pouvant, en conséquence, soutenir un long siége, si l'on eût pu prévoir qu'elle seroit jamais attaquée, la citadelle de Spandau capituloit, et se rendoit au corps du maréchal Lannes. Après Erfurt, c'étoit la troisième place de la monarchie prussienne, qui tomboit entre les mains des Français. PRISE DE SPANDAU.

Deux jours après cette capitulation, qui assuroit pour long-temps la tranquillité et la soumission de la ville de Berlin, l'Empereur fit son entrée solennelle dans cette capitale, qui bientôt, quoique située au milieu du théâtre de la guerre, parut être devenue, par les excellentes mesures du vainqueur, le séjour de la paix et du bon ordre, dont le maintien avoit été confié à une garde composée des habitans les plus aisés, au nombre de douze cents, et à un corps municipal, nommé par mille des bourgeois les plus riches. ENTRÉE DE L'EMPEREUR A BERLIN.

Cette marche rapide de quatre corps de la grande armée, sur l'Oder, avoit pour but de couper la retraite

1806. aux débris de l'armée prussienne, qui, n'ayant pu entrer à Magdebourg, chercheroient dans différentes directions à passer ce fleuve, après être parvenus à traverser l'Elbe.

De plus, l'Empereur vouloit gagner de vîtesse, pour empêcher les Russes qui s'avançoient, de soutenir et de recomposer ces débris en une armée. Ce fut lui-même qui, dans une proclamation qu'il adressa à ses soldats, de son camp de Potzdam, nous instruisit de cette marche des armées russes.

PROCLAMATION DE L'EMPEREUR A SES SOLDATS.

Comme les proclamations militaires de ce monarque sont un nouveau genre d'éloquence dont il est l'inventeur, et que toutes renferment des faits et des matériaux précieux pour l'histoire, nous ne pouvons nous dispenser de rapporter les principaux traits de celle-ci, que l'on peut diviser en trois parties, dont la première renferme l'éloge des troupes; la seconde expose l'étendue des pertes de la Prusse, et la troisième est relative à la marche des Russes. « Vous » avez justifié mon attente, dit-il aux soldats, et ré- » pondu dignement à la confiance du peuple fran- » çais..... Vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur » de ma couronne et de la gloire d'un grand peuple.... » La cavalerie a rivalisé avec l'infanterie et l'artille- » rie : je ne sais à quelle arme je dois donner la pré- » férence. Vous êtes tous de bons soldats..... Une des » premières puissances militaires de l'Europe, qui osa » naguères nous proposer une honteuse capitulation,

» est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, 1806.
» la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traver-
» sés en sept ans, nous les avons traversés en sept
» jours, et dans cet intervalle, nous avons livré quatre
» combats et une grande bataille. Nous avons précédé
» à Potzdam la renommée de nos victoires..... Toutes
» les provinces de la monarchie prussienne jusqu'à
» l'Oder sont en notre pouvoir. — Les Russes se van-
» tent de venir à nous; nous marcherons à leur ren-
» contre; nous leur épargnerons la moitié du chemin;
» ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse....
» Tandis que nous marcherons au-devant des Russes,
» de nouvelles armées formées dans l'intérieur de
» l'empire, viennent prendre notre place pour gar-
» der nos conquêtes.... Nous ne serons plus désormais
» les jouets d'une paix traîtresse, et nous ne poserons
» plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais,
» ces éternels ennemis de notre nation, à renoncer au
» projet de troubler le continent, et à la tyrannie des
» mers. »

Revenons sur nos pas, et tandis que l'Empereur médite, à Potzdam, sur les moyens de pousser la campagne avec une nouvelle vigueur, jetons les yeux sur la situation des corps fugitifs de l'armée vaincue. C'est à Magdebourg qu'ils cherchent à se rallier, pendant que le roi, escorté par les restes de quelques régimens, met la Vistule entre l'armée françoise et lui, et va se jeter entre les bras de l'empereur de Russie:

1086. mais le blocus qui intercepte les avenues de Magdebourg les oblige de se disperser encore. Cependant un corps de cavalerie, fort d'environ six mille hommes, avant-garde de cette partie de l'armée prussienne qui étoit sous les ordres du prince de Hohenlohe, se dirige sur la forteresse de Stettin. Le grand-duc de Berg, à la tête d'un gros corps de dragons, de hussards et de chasseurs, l'attend à Zehdenick. Quoique formant une ligne triple de celle des Français, l'ennemi ne résiste point à leur attaque. Une partie de sa cavalerie est tuée, l'autre prisonnière, et ceux qui peuvent s'échapper sont culbutés dans les marais. Quelques jours auparavant, le roi de Hollande, général de l'armée combinée de France et de Hollande, étoit entrée dans le pays de Munster, et avoit occupé la ville de ce nom, ainsi que les pays d'Osnabruck et d'Embden, le comté de Lamarck, et plusieurs autres pays situés sur la rive gauche du Veser.

COMBAT DE PRENTZLOW.

Le grand-duc de Berg, après la défaite de l'avant-garde de l'armée de Hohenlohe, reste déplorable de la bataille de Jéna, se met en marche avec toute sa cavalerie pour attaquer cette armée, ou plutôt ce simulacre d'armée, qui cherchoit à gagner Prentzlow, quoique débordée sur son flanc droit et sur sa tête: elle y réussit; mais suivie de près, cernée et attaquée dans les faubourgs de cette place, elle ne dut son salut qu'à une capitulation, en vertu de laquelle elle se rendit prisonnière, au nombre de seize à dix-

huit mille hommes, y compris le prince de Hohenlohe. A peu de distance de là à Passewalk, le général Milhaud faisoit capituler une colonne de six mille hommes. 1806.

Deux autres corps prussiens, l'un de huit mille hommes, commandé par le général Blucher, et un autre de dix mille, sous les ordres du duc de Weymar, s'enfuyoient à marches précipitées, le premier pour entrer à Stettin, et le second pour passer l'Elbe. Un troisième corps de cavalerie saxonne, composé de cinq régimens, cherchoit aussi à s'échapper, quoiqu'il fût très-en-arrière des autres qui le précédoient. Mais comment auroit-il pu y parvenir, quand de toute part il étoit coupé par les différens corps de l'armée française? aussi, rencontré par le corps du maréchal Soult, auprès de Rathnau, n'hésita-t-il point à capituler. NOVEMBRE.

Aux deux premiers corps dont nous venons de parler, nous devons ajouter celui du général Lecocq, chargé de défendre le Hanovre et les autres possessions prussiennes sur la rive droite du Veser. Pressé par l'armée du Nord qui se disposoit à passer ce fleuve, et ne voyant plus aucun moyen de retraite par la Westphalie, ce général méditoit de traverser le pays de Lunebourg, pour gagner ensuite le duché de Mecklenbourg, ou plutôt de se renfermer dans la place de Hameln : si, de plus, on compte douze ou quinze mille hommes qui avoient passé la Vistule,

1806. et se trouvoient dans les environs de Graudentz, on trouvera que tous les corps dispersés de l'armée prussienne ne s'élevoient pas à quarante mille hommes; et le moment approchoit où ce nombre devoit encore être bien diminué.

Quelle triste et désolante situation que celle du monarque prussien! Presque sans armée, il sera bientôt sans forteresses; Custrin-sur-l'Oder, et Stettin, autre place importante, sont au pouvoir des Français; le maréchal Davoust s'est emparé de la première, et le général Lasalle a fait capituler la seconde. Toutes les Provinces de Frédéric-Guillaume, en-deçà de l'Elbe et de la Vistule, sont inondées de soldats français ou des puissances alliées de l'Empereur, et les états des princes de sa famille, ou de ses alliés, passent sous une domination étrangère. Le maréchal Mortier est à Cassel, et y déclare le Landgrave déchu à jamais de la souveraineté; le duché de Brunswick est enlevé pour toujours à son ancien maître; et le prince d'Orange perd en même temps sa principauté de Fulde. Le Landgrave de Hesse-Cassel, le duc de Brunswick, le prince d'Orange-Fulde, sous le voile de la neutralité, avoient entretenu avec Frédéric-Guillaume III des liaisons trop hostiles envers la France, pour qu'ils ne portassent pas la peine d'une guerre qu'ils étoient convaincus d'avoir suscitée de concert avec la faction qui dirigeoit les opérations du cabinet de Berlin.

En vain Frédéric se met sous la protection de la Vistule; bientôt toute l'armée française passera ce fleuve. Mais il faut auparavant que le prince Jérôme, à la tête des braves soldats de Bade, de Wurtemberg, et de Bavière, après avoir pacifié et rassuré la Saxe, ajoute la Silésie prussienne aux conquêtes de l'Empereur, son frère : il faut encore que les corps fugitifs de Blucher, du duc de Weymar, et du prince de Brunswik, réunis en un seul, et dont la marche a été déconcertée par la prise de Stettin, soient vaincus, dispersés, ou mettent bas les armes, et que la place de Magdebourg tombe au pouvoir de Napoléon. 1806.

COMBAT DE LUBECK.

Ces évènemens se succèdent avec rapidité : Blucher, c oup de l'Oder et de la Poméranie, après différentes marches se retire sur Lubeck, où il se fortifie : le grand-duc de Berg, le prince de Ponte-Corvo, et le maréchal Soult, qui se sont mis à sa poursuite, ne lui en donnent pas le temps. Les portes de la ville sont enfoncées, les bastions escaladés, l'ennemi repoussé, et réduit à se défendre dans les rues et dans les places : sa résistance est inutile; il perd quatre mille prisonniers, un grand nombre de morts dans sa fuite, et se rend enfin par une capitulation qui met vingt-un mille hommes au pouvoir des Français. Par cette défaite de Blucher, il ne resta plus d'ennemis de la France en campagne, en deçà de la Vistule; quelques centaines de Suédois ne valant pas la peine d'être mis en ligne de compte.

LE GÉNÉRAL BLUCHER SE REND PAR CAPITULATION.

1806. 8 NOVEMBRE. PRISE DE MAGDEBOURG.

Deux jours après cette capitulation du reste de l'armée prussienne, la place de Magdebourg, une des plus fortes de l'Europe, défendue par seize mille hommes, abondamment fournie de munitions de guerre et de bouche, sans attendre un siége régulier, et après un simple bombardement, se rend au maréchal Ney. De son côté, le roi de Hollande a bloqué Hameln, place forte du Hanovre : mais bientôt il se retire dans ses états, et laisse au maréchal Mortier le commandement de son armée.

Tant de succès dont la nouvelle arrivoit en France, coup sur coup, y faisoient naître une joie universelle. Les jeunes conscrits, encouragés par l'exemple de ceux qui les avoient précédés dans la carrière des combats, accouroient en foule sous les drapeaux; tous les temples retentissoient d'actions de grâces, et tous les cœurs faisoient des voeux pour la conclusion d'une paix qui pût assurer à jamais le bonheur des peuples du continent. C'étoit vers Berlin que toute l'Europe portoit ses regards. L'Angleterre qui avoit suscité par ses intritrigues cette guerre si funeste à la Prusse, frémissoit de voir le monarque français dicter du sein de cette capitale, les lois qui devoient consommer l'exclusion de son influence et de son commerce de toutes les cours et de tous les marchés européens.

OCCUPATIONS DE L'EMPEREUR A BERLIN.

Avant de raconter les évènemens qui suivirent ceux dont nous venons de parler, considérons un moment l'Empereur pendant son séjour à Berlin,

Après avoir établi l'ordre et la tranquillité dans cette capitale de la monarchie prussienne, le premier de ses soins est de prévenir par des égards pleins de délicatesse les membres de la famille royale qui s'y trouvent, et de leur témoigner sa reconnoissance pour l'accueil distingué qu'ils ont fait aux Français dans toutes les circonstances où ils en ont eu l'occasion. La veuve du prince Henri, le prince et la princesse Ferdinand, et la princesse électorale de Hesse-Cassel, sœur du roi, sont convaincus que si Napoléon fait la guerre, c'est à regret, et que s'il a renversé la puissance de la Prusse, ce désastre ne doit être imputé qu'aux mauvais conseillers auxquels Frédéric-Guillaume avoit donné sa confiance. Mais si l'Empereur se fait un devoir de consoler les malheureux, il sait aussi être sévère envers les coupables. Le prince de Hatzfeld a encouru toute son indignation par une trahison. Gouverneur civil de Berlin, ce prince abusant de la confiance que cette place lui attiroit, avoit informé le prince de Hohenlohe des mouvemens des Français. Ses lettres furent interceptées aux avant-postes de l'armée française. Une commission militaire alloit être formée pour le juger : c'en étoit fait de sa vie. Informée de son arrestation, sa jeune épouse court se jetter aux pieds de l'Empereur, pour lui demander la liberté de son époux, dans l'ignorance où elle est de sa trahison. L'Empereur lui met sous les yeux une lettre souscrite par le coupable. Elle en reconnoît l'écriture et s'éva-

1806.

CLÉMENCE DE L'EMPEREUR ENVERS LA PRINCESSE DE HATZFELD.

1806. nouit. Touché de sa situation, attendri par ses larmes, « Vous tenez cette lettre, lui dit-il, jetez-la au feu; » cette pièce anéantie, je ne pourrai plus faire con» damner votre mari. » Cette scène touchante se passoit près d'une cheminée. La jeune épouse ne se le fit pas dire deux fois; et la fatale lettre fut consumée. Il étoit temps : la commission militaire étoit déjà réunie. Le prince de Hatzfeld dut ainsi à la clémence de l'Empereur et aux larmes de son épouse la vie et la liberté.

L'EMPEREUR DONNE AUDIENCE AUX DÉPUTÉS DU SÉNAT.

Ce fut pendant ce séjour de l'Empereur à Berlin, que trois députés du sénat vinrent le féliciter de la part de cet auguste corps, sur ses derniers triomphes. A l'audience que ce monarque leur donna, le chef de la députation, François-de-Neufchâteau, lui adressa un discours où étoient exprimés avec une simplicité noble et touchante les sentimens d'admiration et d'amour dont le peuple français et le sénat, qui en est le premier organe auprès de son souverain, étoient pénétrés pour son auguste personne.

Nous ne rapporterons de ce discours que le morceau suivant, parce qu'il rend avec autant de vérité que de force et d'éclat tous les traits qui caractérisent le génie militaire de Napoléon...... « Quelle puissance, s'écrie » le sénateur François-de-Neufchâteau, pourroit ré» sister à la valeur des Français, à celle de tous les » peuples que vous conduisez à la victoire, et à ce » génie incomparable du plus grand des capitaines,

» qui, variant ses plans, selon les saisons, les 1806.
» hommes et les lieux, crée pour chaque nouvelle
» entreprise un nouvel art de la guerre, accroît
» toutes les forces par la science des combinaisons;
» multiplie tous les instans par la volonté de n'en
» perdre aucun; abrége les distances par la précision
» des marches; menace tous les points, excepté celui
» qu'il a résolu d'attaquer; ne laisse entrevoir ses
» projets, que lorsqu'il n'est plus possible de les pré-
» venir; contraint ses ennemis, par la nature de ses
» positions, à se placer eux-mêmes à l'endroit qu'ils
» doivent illustrer par leur défaite; les oblige à rece-
» voir une bataille où ils peuvent tout perdre sans
» espérer des avantages proportionnés à leurs dan-
» gers; revêt les précautions de la prudence de tout
» l'éclat de l'audace; et lorsqu'il a donné le signal du
» triomphe, disperse avec la rapidité de la foudre
» tout ce qui s'oppose à l'essor de ses aigles redouta-
» bles. »

Le glorieux dépôt que Napoléon confia après ce discours aux organes du sénat, sont la preuve la plus certaine de la vérité des jugemens et des éloges qu'il renferme. Trois cent quarante drapeaux et étendarts enlevés en quinze jours à l'armée prussienne, l'épée, l'écharpe, le hausse-col, et le cordon du grand Frédéric, attestent hautement la rapidité et la sagesse des opérations, comme la grandeur des victoires de l'Empereur. Les députés chargés de déposer les étendards

1806. NOVEMBRE.

dans l'enceinte du sénat, jusqu'à ce que le temple de la gloire soit terminé, et de remettre à la garde des braves de l'hôtel des Invalides les dépouilles guerrières du plus grand des monarques prussiens; ces députés, disons-nous, craignent sans doute d'être restés dans leur harangue, bien au-dessous de leur sujet, et leur enthousiasme ne doit connoître aucune borne, lorsqu'ils retournent à leur demeure escortés des trois cent quarante guerriers qui y portent ces trophées.

PRISE DE HAMELN ET DE NYENBOURG. ARRIVÉE DES RUSSES.

Les hostilités continuoient toujours, malgré une suspension d'armes que deux ministres plénipotentiaires du roi de Prusse avoit signée à Berlin, avec le grand maréchal du palais, Duroc. Hameln, la plus forte place du Hanovre, se rendoit au général Savari, et sa garnison, forte de neuf mille hommes, se rendoit prisonnière de guerre; Nyenbourg, peu de temps après, éprouvoit le même sort. Comme la présence de l'armée russe avoit détruit les dispositions pacifiques du monarque prussien, plusieurs corps d'armée s'avancèrent sur la Vistule et dans la Pologne prussienne : tout présageoit une nouvelle campagne non moins heureuse que celle qui venoit d'avoir lieu sur les rives du Weser, de l'Elbe et de l'Oder. Pour mieux combattre un nouvel ennemi qui s'approchoit, Napoléon s'étoit appliqué à compléter ses régimens, et à récompenser ses guerriers, par de nombreuses promotions. Les armées russes n'étoient pas le seul

ennemi contre lequel il méditât encore de déployer 1806.
sa puissance et son génie. La vaste mesure d'un blocus universel des isles de la Grande-Bretagne lui paroissoit un moyen non moins infaillible pour conquérir la paix, que les victoires qu'il venoit de remporter, et que celles qui devoient encore illustrer ses armes dans les champs de la Pologne.

BLOCUS DES ISLES BRITANNIQUES.

L'Angleterre, instigatrice de tous les troubles de la France et de toutes les guerres qui désoloient l'Europe depuis quinze ans, avoit adopté pour combattre sa rivale un système maritime inoui dans les annales des nations qui respectent les premiers principes du droit des gens. Au lieu de répondre aux dispositions pacifiques de l'empereur Napoléon, tant de fois manifestées, et de profiter des sacrifices que ce monarque lui avoit faits en dernier lieu pour procurer le repos du monde, cette ambitieuse puissance, foulant aux pieds et les droits des neutres, et les maximes les mieux fondées et les plus généralement reconnues du pacte social, étendoit l'état de guerre à des particuliers innocens et paisibles, forçoit les peuples dont les intérêts n'étoient point les siens, ni même ceux de la France, d'entrer dans sa querelle, ou de lui permettre une honteuse visite. Pour atteindre ce but, elle avoit inventé et exécuté la plus monstrueuse théorie. D'après la raison et l'usage de tous les peuples civilisés, le droit de blocus ne peut s'appliquer qu'aux places fortes ; eh bien ! l'Angleterre donnant à

1806. ce principe une latitude indéfinie, et non contente d'étendre ce droit aux places de commerce dépourvues de défense, aux hâvres, à l'embouchure des rivières, aux lieux devant lesquels elle n'avoit pas un seul bâtiment de guerre, avoit osé déclarer la France entière en état de blocus.

L'empereur Napoléon se devoit à lui-même, devoit à la France, devoit à l'Europe, au monde entier, la vengeance d'une conduite si barbare, et si attentatoire à ces procédés qui distinguent l'homme social de l'homme sauvage. Le cabinet de Londres lui avoit tracé par sa conduite, celle qu'il avoit à tenir à son égard. Les isles britanniques furent donc déclarées bloquées, par un décret impérial envoyé solennellement au sénat; et pour représailles des injustes procédés de la marine anglaise envers les simples particuliers, en vertu du même décret, tous les sujets de l'Angleterre qui seroient arrêtés dans les pays occupés par les armées françaises, furent déclarés prisonniers de guerre; tous leurs biens et toutes leurs marchandises furent frappés de confiscation. Des mesures si rigoureuses étoient comme un arrêt de bannissement du territoire européen, prononcé contre la Grande-Bretagne. Napoléon fit plus, il la déclara, pour ainsi dire, non existante pour l'Empire français, en défendant à ses sujets d'entretenir avec elle aucun commerce, aucune espèce de correspondance. Ces dispositions furent bientôt adoptées par les cabinets

de Madrid, de Naples, de Hollande, d'Etrurie, et par les autres puissances alliées de l'Empereur. Ainsi, depuis les côtes du Dannemarck jusqu'à l'extrémité de la mer Adriatique, l'Anglais ne trouva plus que des ennemis sur le continent, et dut se faire la juste application d'un vers de Virgile, dont voici le sens : « Et les Bretons séparés du monde entier. » 1806.

En exécution du décret impérial dont nous venons de rappeler les principales dispositions, tous les Anglais établis dans les villes anséatiques occupées par les Français, furent arrêtés comme prisonniers de guerre, et toutes les marchandises d'origine britannique y furent confisquées.

COMMENCEMENT DE LA CAMPAGNE CONTRE LES RUSSES. DÉCEMBRE.

Après avoir frappé l'Angleterre, Napoléon se mit en marche pour frapper la Russie. Bientôt son armée arrive sur les bords de la Vistule, chassant devant elle la cavalerie russe qui veut s'opposer à sa marche. L'infatigable grand-duc de Berg est le premier qui entre à Varsovie, ville capitale de la Pologne prussienne. Les braves Polonais qui ont tant de fois vaincu en Italie, revoyent enfin leur terre natale. Leurs compatriotes partagent leur enthousiasme, leur bonheur et leurs sentimens envers Napoléon. Un mouvement général vers la liberté qui leur est offerte par la France, anime les descendans des sujets du grand Sobieski. Que l'armée française s'étende dans les plaines de la Pologne, et bientôt elle aura en eux de vaillans et nombreux auxiliaires. Rien ne l'empêche plus, comme nous l'a-

1806. vons dit, de poursuivre ses brillantes destinées. Sur sa droite, les places de la Silésie prussienne ou se rendent, ou sont près de se rendre; Breslau même est bloqué, et suivra bientôt l'exemple de Glogau et de Plassenbourg. A sa gauche, le maréchal Mortier, après avoir pris possession des villes anséatiques, marche vers la Poméranie suédoise, pour répondre aux hostilités du roi de Suède. La prise de Stettin nous avoit rendu maîtres de la Poméranie prussienne jusqu'à l'embouchure de la Vistule.

Après la prise de Varsovie, avant laquelle le général russe Bénigsen avoit refusé le combat, la plus grande partie de l'armée part de Posen pour se rendre sur la Vistule. Le maréchal Ney passe ce fleuve et s'empare de la ville de Thorn; le maréchal Davoust traverse le Bug, et met en fuite une division de l'armée russe; les maréchaux Augereau et Bessières suivent le maréchal Ney; tous les ponts détruits sur les rivières sont rétablis, et des têtes de pont sont construites pour arrêter la marche des armées russes qui s'avancent le long des bords de la Narew et du Bug.

DÉCRET DE L'EMPEREUR, RELATIF A LA CONSTRUCTION D'UN MONUMENT, DANS LA VILLE DE PARIS, EN L'HONNEUR DES SOLDATS DE LA GRANDE-ARMÉE.

En attendant que tout fût disposé pour ouvrir la campagne contre les Russes, que le pont de Varsovie fût reconstruit, et que les retranchemens en avant du faubourg de Prague fussent achevés, l'Empereur, qui avoit établi son quartier-général à Posen ou Posna, crut devoir signaler sa reconnoissance envers

les braves de ses armées, le jour même de l'anniversaire de son couronnement, en ordonnant la construction d'un monument sur l'emplacement de l'église de la Magdeleine, dans la capitale de l'empire. Ce monument, auquel tous les arts doivent concourir, est dédié à la Grande-Armée, et doit porter sur son frontispice cette inscription : *L'Empereur Napoléon aux Soldats de la Grande-Armée.* Dans l'intérieur doivent être gravés sur des tables de marbre, les noms de tous les hommes, par corps d'armée et par régimens, qui ont assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et de Jéna : des tables d'or doivent offrir ceux des guerriers morts sur les champs de bataille : des tables d'argent porteront le dénombrement des soldats que chaque département de l'empire aura fournis à la grande-armée : des bas-reliefs sculptés autour de l'enceinte de ce grand monument, représenteront les colonels de chacun des régimens de la grande-armée, avec leurs noms : les chefs seront groupés autour de leurs généraux de division et de brigade, par corps d'armée. L'intérieur de la salle sera décoré des statues en marbre des maréchaux qui auront commandé des corps, ou qui auront fait partie de la grande-armée : les armures, statues, monumens de toute espèce, conquis pendant les deux campagnes d'Autriche et de Prusse, ainsi que les autres trophées militaires, tels que drapeaux, étendarts et timbales, enlevés aux armées 1806.

1806. autrichiennes et prussiennes, seront déposés dans l'intérieur du monument, et porteront les noms des régimens ennemis auxquels ils appartenoient : chaque année, le jour anniversaire des batailles d'Austerlitz et de Jéna, le monument sera illuminé ; deux discours seront prononcés ; le premier traitera des vertus nécessaires au soldat, et le second renfermera l'éloge des braves qui ont péri sur le champ de bataille dans ces mémorables journées : un mois avant cette solennité, un concours sera ouvert pour la composition d'une ode et d'une pièce de musique analogues aux circonstances ; et l'ode ainsi que la pièce de musique qui auront été jugées les meilleures du concours, seront récompensées d'une somme considérable ; enfin, une disposition de ce décret porte la défense expresse aux orateurs et aux poètes de faire mention de l'Empereur dans les ouvrages qu'ils composeront pour cette fête militaire.

C'est ainsi que l'Empereur rejète sa gloire sur ses soldats ; mais l'univers, malgré la défense qu'il fait aux orateurs et aux poètes de le nommer dans leurs éloges, persistera toujours à lui attribuer les victoires, et conséquemment la gloire de ses armées.

DIVERS COMBATS OÙ LES RUSSES SONT VAINCUS.

Tout étoit prêt pour attaquer les Russes. L'Empereur se rendit en conséquence à Varsovie, où sa présence donna de nouvelles forces à l'enthousiasme patriotique des Polonais. Quand tous les corps de son armée eurent passé, et se furent fortifiés sur la

rive droite de la Vistule, au-delà de la Narew, il quitta Varsovie pour s'avancer contre l'armée russe dont les avant-gardes furent défaites en plusieurs rencontres. Les Français apprirent dans ces différens combats à mépriser les Cosaques, dont la cavalerie leur parut plus propre à piller qu'à combattre. Une bataille paroissoit prochaine : à l'embouchure de la Narew et de l'Wrka, l'ennemi avoit élevé des retranchemens au village de Czarnowo; Napoléon les fit attaquer par le maréchal Davoust. Toutes les batteries de l'ennemi furent enlevées, et quinze mille hommes qui les défendoient furent mis en déroute, malgré la plus vive résistance. 1806.

Après ce combat, le corps du maréchal Davoust se dirige avec la réserve de cavalerie vers la ville de Nasielsk, auprès de laquelle il rencontre l'avant-garde ennemie. Les généraux Rapp et Lemarrois l'ont bientôt chassée de ses positions, et obligée de chercher son salut dans une fuite précipitée.

Cependant les Cosaques et un gros corps de cavalerie russe, avoient traversé la rivière d'Wrka, près de Kursomb: mais ils furent culbutés par le général Nansouti soutenu par les dragons et une brigade de cavalerie légère; et le maréchal Augereau, à la tête du septième corps d'armée, dispersoit quinze mille hommes qui défendoient le pont établi sur cette rivière. Les évènemens se pressent. Le maréchal Davoust se porte sur Tykoczin, où l'ennemi s'est retiré après ces pre-

1806. mières défaites : le maréchal Lannes s'avance sur Pultusk avec le troisième corps de la grande-armée : l'Empereur se rend à Ciéchanow avec la plus grande partie de la cavalerie de réserve ; et le grand-duc de Berg, quoique malade, accourt pour joindre l'Empereur, à la tête de deux escadrons de chasseurs de la garde. En chemin, il jete dans la Sonna, un régiment de hussards ennemis qui gardoient le pont de Lopackezin.

Par ces différentes directions et ces mouvemens divers de l'armée française, l'ennemi vit bientôt ses colonnes coupées, dispersées, et dans l'impuissance de se réunir ; car le maréchal Davoust s'étoit emparé de Tykoczin, où elles devoient se réunir de tous leurs cantonnemens. Au contraire, l'armée française s'avançoit avec ses sept corps et leurs sept maréchaux, le grand-duc de Berg et son invincible Empereur. En vain, pendant que les Russes cherchent à se réunir à Pultusk et à Golymin, un gros corps prussien commandé par le général de l'Estocq, veut se maintenir sur l'Wrka et s'appuie sur l'armée russe ; le maréchal Ney le défait au combat de Soldan ; et le maréchal Bessières, voyant revenir en force l'ennemi qu'il a chassé de Biézun, poste important pour la communication des Prussiens et des Russes, le fait charger par le second corps de la réserve de cavalerie, et le met en déroute.

De son côté, le maréchal Lannes, à la tête du cin-

quième corps d'armée, arrivoit à Pultusk, où le corps 1806.
du général russe Beningsen s'étoit réuni, ainsi que plusieurs divisions qui avoient été vaincues à Nasielsk. Après un combat fort vif, où l'on vit bien l'immense supériorité de l'infanterie française, l'ennemi profita de l'obscurité de la nuit pour se retirer sur Ostrolenka.

Cependant un autre corps russe, sous les ordres du général Buxhowden, se réunissoit à Golymin. Les maréchaux Davoust, Augereau, et le grand-duc de Berg, en attaquent les divisions qui arrivoient par différens chemins, et enlèvent un bois et un village qui leur servoient de retranchemens et d'appui. Le combat est long et meurtrier. Enfin l'ennemi bat en retraite au milieu de la nuit, abandonnant son artillerie et ses bagages, et se rend à Ostrolenka. Le maréchal Soult étoit en marche pour lui couper cette retraite. Sans doute il y auroit réussi, et c'en étoit fait de l'armée russe, si le mauvais état des chemins, et les boues profondes causées par les pluies et le dégel, n'avoient arrêté le transport de l'artillerie française. Mais si cette armée eut le bonheur de se sauver, elle ne le fit pas, sans perdre la plus grande partie de ses canons et de ses bagages, et sans être considérablement affaiblie et découragée. Ainsi, repoussée d'Ostrolenka, elle n'eut plus d'autre ressource que de se retirer sur Grodno.

L'Empereur auroit bien désiré de la poursuivre; 1807. JANVIER.

1807.

PRISE DE BRESLAU, CAPITALE DE LA SILÉSIE PRUSSIENNE.

mais la saison qui avançoit, et la neige, et le dégel qui, se succédant tour à tour, rendoient les routes impraticables, s'opposèrent à sa volonté. Il ordonna donc aux différens corps de son armée de prendre des cantonnemens, aux uns sur les bords de la petite rivière d'Orcye, aux autres sur ceux du Bug. Pour lui, il revint à Varsovie, où il apprit peu de jours après la reddition de la ville de Breslau, capitale de la Silésie prussienne, dont son frère, le prince Jérôme, avoit commencé le siége qui avoit été continué par le général Vandamme, après le départ de ce prince pour la campagne de Pologne. Breslau avoit soutenu un siége d'un mois, et n'avoit capitulé qu'à la suite d'un bombardement qui avoit détruit ses plus beaux édifices, et lorsque la brèche étoit devenue praticable pour le passage des troupes. Pendant ce siége, les troupes de Bavière et de Wurtemberg s'étoient distinguées par leur intelligence et leur bravoure, et s'étoient ainsi montrées dignes d'être commandées par des Français, et de combattre avec des Français. Après la prise de cette importante place, le prince Jérôme, qui étoit revenu en Silésie, fit ses dispositions pour assiéger Brieg, Schweidnitz et Kosel. Ces places ne tardèrent pas à éprouver le sort de Breslau.

Dans le même temps, le maréchal Mortier entroit dans la Poméranie-Suédoise, et s'avançoit contre Stralsund. Il étoit important d'enlever cette place à un ennemi faible à la vérité, mais qui, par son al-

liance avec l'Angleterre, auroit pu inquiéter les opérations de l'Empereur, en faisant entrer en Allemagne les troupes de cette puissance. 1807.

TRAITÉ DE PAIX ENTRE L'EMPEREUR ET L'ÉLECTEUR DE SAXE. AUTRE TRAITÉ AVEC LES PRINCES DE CETTE MAISON.

Le récit rapide des événemens militaires qui signalèrent le commencement de la campagne contre les Russes, nous avoit empêchés de rendre compte du traité de paix qui avoit été signé à Posen, le 11 décembre 1806, par les plénipotentiaires de l'empereur Napoléon et de l'électeur de Saxe, et de celui qui avoit eu lieu dans la même ville, le 15 du même mois, entre le même monarque et les différens princes souverains de la famille du même électeur. En vertu des principales dispositions du premier traité, une paix et une amitié parfaite sont rétablies entre l'empereur Napoléon et la Confédération du Rhin d'une part, et l'électeur de Saxe de l'autre part; celui-ci accède au traité de la Confédération dont il devient membre; il prend le titre de roi, et en cette qualité, doit siéger dans le collége et au rang des rois de la Confédération; le contingent de son royaume, en temps de guerre, sera de vingt mille hommes de toutes armes; l'exercice du culte catholique dans toute l'étendue de la Saxe, est parfaitement assimilé à celui du culte luthérien, et jouira des mêmes droits civils et politiques; etc. : par le second traité, les princes de la Maison de Saxe accèdent à la Confédération, dont ils deviennent membres, et siégeront dans le collége des princes. Les autres dispositions de ce der-

1807. nier traité concernent l'exercice de la religion catholique, lequel est réglé comme dans le traité précédent, ainsi que le contingent que les différens princes devront fournir pour la sûreté commune.

LA CAMPAGNE CONTRE LES RUSSES RECOMMENCE. COMBATS DE MOHRINGEN, DE LIEBSTADT, DE BERGFRIED, DE DAPPEN, ET DE HOFF.

Pendant le séjour de l'Empereur à Varsovie, le prince de Ponte-Corvo, maréchal Bernadotte, détaché sur la gauche de l'armée, s'emparoit d'Elbing, et des pays prussiens situés sur les bords de la Mer-Baltique. Une division de l'armée russe, s'étoit portée sur Liebstadt; elle étoit forte de douze mille hommes, et paroissoit être l'avant-garde de l'armée ennemie: le prince de Ponte-Corvo marcha aussitôt à sa rencontre, l'attaqua auprès de Mohringen, et la contraignit de repasser la rivière de la Passarge. D'autres divisions se réunissent bientôt à cette avant-garde; et le théâtre de la guerre paroît devoir être porté sur la Basse-Vistule. C'étoit ce que vouloit l'Empereur, qui, voyant que l'ennemi cherchoit de son côté à tourner nos cantonnemens, ordonna au prince de Ponte-Corvo de favoriser ses manœuvres, en se retirant, et fit sortir tous les corps de l'armée de leurs quartiers-d'hiver. Il part lui-même de Varsovie, et se rend à Willenberg, où le grand-duc de Berg avoit réuni toute la cavalerie. Delà et des environs, toute l'armée se met en marche. L'avant-garde russe est rencontrée à Passenheim par le grand-duc de Berg, qui l'attaque et la force à se retirer. Après cet avantage, il s'avance sur Allenstein avec le corps du

maréchal Soult; les maréchaux Davoust, Augereau et Ney se portent dans différentes directions, et tournent par son flanc gauche l'armée ennemie rangée en bataille sur la route de Liebstadt. L'Empereur arrive au village de Gethendorf, et se décide à livrer bataille : il ordonne au maréchal Soult, dont le corps formoit la droite de l'armée, de se porter sur le pont de Bergfried avec deux divisions, et de s'emparer de Gustadt; par cette manoeuvre, il devoit déboucher sur les derrières de l'ennemi. Douze bataillons russes défendoient le pont. Le 3 février, ils furent abordés, enfoncés, et le pont fut enlevé. Dans le même temps, le maréchal Ney s'emparoit d'un bois où l'ennemi appuyoit sa droite; le général St-Hilaire, d'un village par lequel son centre cherchoit à se protéger, et le grand-duc de Berg, à la tête d'une division de dragons, rendoit la plaine libre aux autres corps de l'armée, qui se placèrent en présence de l'ennemi. On s'attendoit pour le lendemain à une bataille décisive, dont l'issue ne pouvoit être douteuse : mais l'armée russe, profitant de la nuit, avoit battu en retraite, et n'avoit laissé qu'une arrière-garde de cavalerie pour favoriser ce mouvement. L'armée française la suivit dans la direction de Deppen. Ce fut là qu'une de ses colonnes qui n'avoit pas encore passé la rivière de l'Alle, et que notre aile gauche avoit débordée, fut attaquée par le corps du maréchal Ney, culbutée au pas-de-charge, et mise dans une déroute complète. 1807.

1807. L'ennemi fuyoit toujours. Cependant le grand-duc de Berg atteignit son arrière-garde entre Glodau et Hoff. Deux régimens de son infanterie furent défaits par nos dragons et nos cuirassiers. En vain il fait marcher dix bataillons pour reprendre le village de Hoff, dont le maréchal Augereau s'est emparé; ces nouvelles troupes sont encore vaincues par les cuirassiers, qui les ont chargées sur leurs flancs. L'armée ennemie, ne jugeant pas à propos d'en venir pour le moment à une bataille générale, ne cessa point de marcher pendant la nuit du 6 au 7 février, pour se retirer derrière la petite ville d'Eylau, et y prendre position : mais elle ne put y parvenir, sans que son arrière-garde ne fût attaquée par l'avant-garde française, et considérablement entamée.

BATAILLE D'EYLAU. 8 FÉVRIER.

Malgré cet échec, elle résolut d'attendre l'armée française. Dans ce dessein, elle chercha à se placer de manière à pouvoir résister aux attaques qui seroient dirigées contre elle, et s'empara d'un plateau qui défendoit l'entrée de la plaine située entre elle et la ville où l'armée française ne tarda pas d'arriver. Le maréchal Soult résolut d'emporter ce plateau; mais il ne put d'abord y parvenir : cependant l'ennemi tenoit avec plusieurs régimens dans une église et un cimetière de la ville; après un combat meurtrier, il fut chassé de cette position, et contraint de se retirer sur le gros de l'armée. Après ce succès, heureux présage pour la bataille qui devoit être livrée le lendemain, plusieurs corps de

l'armée française se portèrent pendant la nuit en avant d'Eylau, tandis que le maréchal Davoust étoit en marche pour déborder le flanc gauche de l'ennemi, et que le maréchal Ney marchoit pour tourner son flanc droit. 1807.

Dès la pointe du jour, l'Empereur donna le signal de la bataille, en faisant jouer quarante pièces de canon contre le plateau occupé par l'ennemi. Le corps du maréchal Davoust est bientôt menacé : le maréchal Augereau et le général St.-Hilaire s'avancent, l'un avec son corps d'armée, et l'autre à la tête de sa division, pour le soutenir; mais une neige épaisse suivie d'une profonde obscurité s'oppose au succès de cette manoeuvre, et les colonnes restent sans direction certaine. Dans ce moment critique, le grand-duc de Berg, à la tête de la cavalerie, et le maréchal Bessière, à la tête de la garde impériale, tournent la division St.-Hilaire, renversent la cavalerie russe, qui veut s'opposer à cette audacieuse manoeuvre, et parviennent à rompre deux lignes d'infanterie, composées de plus de vingt mille hommes. La victoire néanmoins n'étoit point décidée : un bois et les difficultés du terrein étoient des obstacles qui arrêtoient la cavalerie française. Le maréchal Davoust, contre qui l'ennemi avoit d'abord réuni ses efforts, n'avoit point ralenti sa marche, et, profitant des succès de la cavalerie, il déboucha enfin sur le plateau et déborda les Russes, qui, ayant fait de vains efforts pour le reprendre, ne pen-

1807. sèrent plus qu'à se retirer. Dans ce moment, le maréchal Ney débouchoit sur la gauche, poursuivoit une colonne prussienne, et s'emparoit du village de Schnaditten. Par ce mouvement, l'armée russe se trouva resserrée entre les corps de ces deux maréchaux. Pour sortir de ce danger, elle fit des efforts pour reprendre le village; mais n'ayant pu y parvenir, elle continua sa retraite, et mit entre elle et l'armée française la rivière de la Prégel.

Ainsi finit cette bataille si meurtrière et si longtemps disputée. Si l'Empereur y perdit un bon nombre de braves officiers et de bons soldats, l'armée russe eut à regretter plus de vingt mille hommes, vingt-quatre pièces de canon, et se vit rejetée à plus de cent lieues de la Vistule.

COMBAT D'OSTROLENKA.

La victoire qui venoit de couronner à Eylau le centre et la gauche de l'armée française, n'oublia point l'aile droite, formée du cinquième corps que commandoit le général Savari en l'absence du maréchal Lannes, qu'une maladie empêchoit de prendre part aux succès de cette petite armée. Ce fut à Ostrolenka qu'elle défit vingt-cinq mille Russes commandés par le général Essen. Dans ce combat, le général Oudinot ajouta à sa réputation; l'Empereur eut à regretter le général Campana dont il estimoit les talens et la valeur, et le général Savari mérita par ses excellentes dispositions d'être décoré du grand cordon de la Légion-d'Honneur.

De tous côtés les troupes françaises et celles de leurs alliés se répondoient les unes aux autres par des succès. La conquête de la Silésie s'achevoit peu-à-peu par la prise de ses places fortes. Les garnisons de Colberg et de Dantzick étoient repoussées dans leurs murs, qui devoient bientôt soutenir un siège, et le maréchal Mortier après avoir envahi la Pomeranie suédoise, bloquoit l'importante place de Stralsund. Il étoit temps que l'armée après ses brillans travaux se reposât pour être en état de cueillir de nouveaux lauriers, lorsque la saison des frimats et du dégel seroit passée. Les pays fertiles et riches d'Elbing, de Liebstadt, d'Osterode, furent choisis par l'Empereur pour lui servir de cantonnement. La Passarge la protégeoit sur son front, et sa gauche s'appuyoit sur Marienwerder, l'île du Nogat, et à Elbing. Ce fut en vain que l'ennemi, cherchant à l'inquiéter ou à la surprendre, se présenta en force sur Braunsberg : cette agression ne servit qu'à lui prouver encore son impuissance, et à faire briller la valeur du général Dupont et de la division qu'il commandoit. Après quelques autres mouvemens non moins infructueux sur la rive droite de la Passarge, à Zéchern, à Willenberg, où le prince Borghèse, à la tête de son régiment, mit en déroute huit escadrons de sa cavalerie, il fit sa retraite sur Koenigsberg, et laissa enfin l'armée française jouir dans ses cantonnemens du repos qu'elle avoit si bien mérité. 1807.

Pendant que son armée se reposoit, l'Empereur

1807. SOLLICITUDE DE L'EMPEREUR A L'ÉGARD DES TROUPES.

veilloit à son bien-être, et à la renforcer de nouveaux corps. Des régimens victorieux en Silésie venoient s'y joindre ; les Polonais s'armoient de tous côtés pour la soutenir ; douze régimens de conscrits s'avançoient à grandes journées des rives du Rhin à celles de la Passarge, et même du fond de l'Italie, de nouveaux guerriers accouroient pour se réunir à leurs braves compatriotes qui avoient combattu sous les yeux de Napoléon.

Nous avons dit que pendant le repos de l'armée, l'Empereur veilloit à son bien-être. Des ordres rigoureux qu'il donna de son quartier-général d'Osterode pour que les masses de linge et de chaussure fussent bien administrées ; que celles de chauffage et les autres fournitures eussent lieu selon les loix, et pour que l'on ne fît payer aux soldats aucun objet au-dessus de sa juste valeur, sont la preuve la plus certaine de sa paternelle sollicitude. « Les soldats français, dit-il » à cette occasion, sont les enfans de la nation ; il » n'est pas de plus grand crime que de ne les pas faire » jouir de tout ce que la loi et les réglemens leur ac» cordent. Il n'est point de soldats dans le monde » pour lesquels le gouvernement fasse davantage. » Les charges de la nation sont fortes en considération » du bien-être qui en résulte pour cette partie si im» portante d'elle-même. Il n'est point de crime qu'on » doive punir plus sévèrement que les malversations » qui tendroient à faire passer au profit d'un quartier-

» maître ou de tout autre administrateur ce que l'Etat » sacrifie pour le bien-être du soldat. » D'autres mesures relatives à la comptabilité de l'armée prouvent combien l'Empereur avoit à cœur l'intérêt des troupes, et montrent que cet esprit infatigable ne négligeoit pas plus les moindres détails que les grandes opérations militaires. 1807.

AVRIL. SIÉGE ET PRISE DE DANTZICK.

Cependant la ville de Colberg, place forte de la Poméranie prussienne, étoit investie par le général Teulié, et celle de Dantzick, située à l'embouchure de la Vistule, défendue par des forts, par sa position et par une garnison de vingt mille hommes que commandoit le feld-maréchal Kalkreut, un des plus illustres compagnons d'armes et de gloire du grand Frédéric, l'étoit par le maréchal Lefèvre, qui avoit sous ses ordres le général Lariboissière, un des meilleurs officiers de l'artillerie française. En vain les Russes et les Prussiens cherchèrent à délivrer cette place importante, soit par différentes attaques sur les avant-postes de l'armée, soit par un nombreux débarquement de troupes dans le port de cette ville, aucun effort ne put faire perdre aux Français les fortes positions qu'ils avoient prises, et l'ennemi défait au combat de Weschelmunde apprit à la brave garnison qui se défendoit depuis près de deux mois, qu'elle n'avoit plus de secours à espérer, et conséquemment qu'elle ne devoit plus penser qu'à obtenir une capitulation aussi honorable que sa défense avoit été longue

1807. et courageuse. Cette capitulation eut lieu lorsque le maréchal Lefèvre faisoit ses dispositions pour donner l'assaut.

La prise de Dantzick fut le premier et le plus beau fruit de la victoire d'Eylau. Ce siège mémorable fut également glorieux pour les assiégeans et pour les assiégés. Le maréchal Lefèvre bravoit tous les obstacles : il animoit d'un même esprit les Saxons, les Polonais, les Badois, et les faisoit tous marcher à son but. Aussi l'Empereur, juste appréciateur du mérite, ne crut pas récompenser d'une manière plus digne de lui-même les services de ce maréchal, qu'en lui conférant, par lettres-patentes, le titre héréditaire de duc de Dantzick.

REPRISE DES HOSTILITÉS.

Cet exploit du maréchal Lefèvre étoit un brillant prélude de l'ouverture de la campage. La saison étoit devenue plus favorable aux opérations militaires, et l'armée française, plus nombreuse et plus belle que jamais, brûloit d'impatience de voler à de nouvelles victoires. L'Empereur auroit bien voulu mettre fin à une guerre si meurtrière dont lui seul avoit déjà retiré tous les avantages, par une paix solide et qui eût concilié les intérêts de toutes les puissances belligérantes. En effet, pendant l'hiver, il n'avoit cessé d'entretenir des négociations pour une pacification générale, et de prouver le desir qu'il avoit d'y parvenir, par des cessions et des sacrifices qui mettoient les intérêts des puissances ennemies au niveau des siens, et

établissoient un système commun de compensations. 1807.
Mais la paix avoit des ennemis qui ne s'accommodoient pas des dispositions du monarque français, ni du consentement qu'il avoit donné à la tenue d'un congrès général dans la ville de Copenhague, et le sang humain devoit encore être versé à flots pour les intérêts d'une puissance qui sans cesse promettoit des secours à ses alliés et n'en envoyoit jamais.

Ce fut donc pour obéir à l'impulsion d'une politique aussi insensée qu'inhumaine, que l'armée russe se mit en mouvement, et vint attaquer l'armée française vers la tête-de-pont de Spanden, défendue par le 27e régiment d'infanterie légère. Mais son début ne fut pas moins malheureux que les combats qu'elle avoit livrés quelques mois auparavant; en effet, ce seul régiment soutint pendant une journée entière l'effort de douze régimens qui formoient son aile droite. Dans le même temps, son centre, voulant emporter la tête-de-pont de Lomitten, n'éprouva pas une moindre résistance de la part de trois régimens français, et fut contraint de renoncer à cette entreprise, après une perte considérable en tués et en blessés. Le corps du maréchal Ney, posté à Deppen sur la Passarge, fut aussi l'objet d'une attaque, et eut aussi l'honneur d'une victoire. L'ennemi, malgré ces défaites successives, cherchoit néanmoins à arrêter la marche de l'armée française. A Gutstadt, à Heilsberg, il avoit élevé de redoutables retranchemens; mais, chassé de toutes

1807. ses positions de Gutstadt, il n'attendit pas d'être attaqué dans ses retranchemens d'Heilsberg, et se hâta de passer sur la rive droite de l'Alle.

Ces différens combats qui, quoique très-meurtriers, n'avoient rien de décisif, étoient le prélude d'une grande bataille. Après avoir évacué les retranchemens d'Heilsberg, les Russes paroissoient vouloir se retirer sur Kœnigsberg, capitale de la vieille Prusse. L'Empereur, qui commandoit en personne, chargea le grand-duc de Berg de lui couper la retraite avec la cavalerie, et donna ordre aux maréchaux Davoust et Soult de le soutenir avec leurs corps d'armée. Les autres corps, commandés par les maréchaux Ney, Mortier, Lannes, la garde impériale, et le premier corps sous les ordres du général Victor, marchent par diverses directions sur Friedland.

BATAILLE DE FRIEDLAND.

Le 14 juin, jour anniversaire de la bataille de Marengo, l'armée russe déboucha de grand matin sur le pont de Friedland; mais elle fut contenue, et continua son mouvement de retraite sur Kœnigsberg, pendant que les différens corps de l'armée française se mettoient en position. Le maréchal Ney en forma la droite; le maréchal Lannes, le centre; le maréchal Mortier, la gauche; et la réserve fut composée du premier corps et de la garde impériale. La cavalerie et des divisions de dragons soutenoient les ailes, derrière lesquelles elles étoient placées, et les cuirassiers Saxons étoient en réserve derrière le centre. L'ennemi

s'appuyoit par la gauche sur la ville de Friedland, et la droite se prolongeoit à une lieue et demie. L'Empereur résolut d'emporter la ville. En conséquence, il ordonna au maréchal Ney d'attaquer par l'extrémité de son aile droite : il étoit cinq heures après midi. Le succès de cette attaque fut prompt et décisif. Plusieurs colonnes d'infanterie ennemie furent chargées à la baïonnette et précipitées dans l'Alle. De son côté, la gauche du maréchal arriva au ravin qui entoure la ville. L'ennemi voulut la défendre en y faisant passer des renforts de ses réserves et de son centre : tous ses efforts furent inutiles, et la ville fut prise. Après avoir échoué sur la droite de l'armée française, les Russes essayèrent d'en rompre le centre par des charges réitérées d'infanterie et de cavalerie; mais ils ne purent entamer aucune de ses divisions : tous leurs efforts se brisèrent contre cette masse inébranlable. Dans ce moment, le maréchal Mortier s'ébranla avec l'aile gauche et les fusiliers de la garde commandés par le général Savari, et acheva la défaite de l'armée ennemie. Cette victoire, qui fut gagnée dès l'instant que l'aile droite, commandée par le maréchal Ney, se fut emparée de Friedland, peut être comparée à celles de Marengo, d'Austerlitz et de Jéna. Le résultat en fut décisif, tant par la perte énorme qu'éprouva l'armée russe que par la reddition de Kœnigsberg, que cette armée se trouva hors d'état de défendre, étant coupée de tous côtés, et ne

1807.

1807. songeant plus qu'à se retirer en Russie. Ainsi le roi de Prusse vit, par la perte de cette capitale, tous ses états conquis par Napoléon, et il ne lui resta plus que le pays situé entre Mémel et le Niémen : en effet, dans le même mois, les forteresses de Neiss, de Kosel et de Glatz, se rendirent aux troupes commandées par le prince Jérôme, après une résistance plus ou moins opiniâtre et plus ou moins longue, et par leurs capitulations, les laissèrent maîtresses de toute la Silésie. S'il ne restoit plus de places fortes à Frédéric Guillaume III, on peut dire encore qu'il n'avoit plus d'armée; ce qui lui restoit de troupes sous le commandement du général de Lestocq ayant été presque détruit par le grand-duc de Berg.

L'Empereur, pour profiter de sa victoire, se mit à la poursuite de l'armée ennemie qui fuyoit en désordre, abandonnant canons, caissons, incendiant ses magasins ou les jetant dans la rivière d'Alle, et détruisant les ponts, afin de pouvoir continuer son mouvement sur la Russie. Bientôt il passe la Prégel, vis-à-vis de Wehlau, et cinq jours après la bataille, il entre dans la ville de Tilsitt, située sur le Niémen, fleuve qui formoit la limite de l'empire russe et de la monarchie prussienne; l'armée ennemie s'étoit hâtée de le traverser, et d'en couper le pont, pour avoir le temps de se rallier, et de réparer sa défaite.

L'EMPEREUR NAPOLÉON ARRIVE A TILSITT.

Dans cette position des deux armées, dont l'une étoit victorieuse, et l'autre avoit désormais à défendre

son propre pays, il étoit aisé de prévoir qu'une quatrième campagne devenoit nécessaire à l'armée française, la campagne de Russie, après celles de Saxe, de Prusse, et de Pologne. Les difficultés nouvelles qui se présentoient, quelque grandes qu'elles fussent, ne détournoient point sans doute l'Empereur de son dessein d'aller conquérir la paix dans les murs de Saint-Pétersbourg; le Niémen, après quelques jours ou quelques semaines de repos, accordées à l'armée victorieuse, n'auroit pas été une barrière plus forte pour elle que l'Elbe et la Vistule: mais un pays tout différent de celui qui jusqu'alors avoit été le théâtre de la guerre, un pays coupé de rivières, de marais, un pays désert, et parfaitement connu de l'ennemi, alloit offrir à son armée, outre la facilité des renforts, mille ressources qu'elle n'avoit point eues dans les plaines de la Pologne. Ainsi donc, des flots de sang devoient encore couler pour terminer une querelle dont sans doute l'issue n'étoit plus douteuse, mais dont la prolongation étoit désormais sans but, pour le monarque russe, et même pouvoit lui devenir funeste. Chargé seul désormais du poids d'une guerre terrible qui s'approchoit du cœur de ses états et menaçoit ses ports et sa capitale, obligé d'en soutenir une autre contre l'empire ottoman, et n'ayant plus pour allié que l'impuissant monarque de la Suède, et que celui de la Grande-Bretagne, qui n'avoit jamais cessé de se jouer des puissances que ses promesses 1807.

1807. JUIN.

avoient portées à se liguer contre la France, et qui, pendant le cours de cette guerre, ne s'étoit borné qu'à de vaines démonstrations, comment ce prince auroit-il pu espérer des succès décisifs, et même préserver son trône des coups d'un vainqueur qui en avoit renversé tant d'autres?

L'EMPEREUR DE RUSSIE FAIT DEMANDER UN ARMISTICE A L'EMPEREUR DES FRANÇAIS.

Heureusement, le jeune monarque de la Russie vit l'abîme qui s'ouvroit sous ses pas : bien conseillé, et capable de suivre les bons conseils, il désira de mettre un terme à une guerre où il n'avoit plus rien à gagner, et qui pouvoit finir alors honorablement pour lui, et favorablement pour le roi de Prusse son allié, vu l'esprit de modération et de paix qui animoit l'empereur Napoléon.

Ce fut dans ces dispositions qu'il fit proposer au grand-duc de Berg, par le général en chef de son armée, un armistice entre les armées belligérantes, pendant lequel les ministres plénipotentiaires des trois souverains pourroient négocier et conclure une paix capable d'arrêter pour toujours une effusion de sang si contraire à l'humanité. L'Empereur, qui n'avoit jamais combattu que pour obtenir cette paix, saisit avec empressement cette occasion de manifester ses sentimens pacifiques, en donnant son consentement à la conclusion de cet armistice : mais son intention, en donnant cette nouvelle preuve de sa modération, étoit que cette paix fût glorieuse, et qu'elle portât avec soi la garantie de sa durée.

L'empereur de Russie avoit parlé dans la proposition qu'il avoit faite d'un armistice, de ministres plénipotentiaires, qui seroient nommés des deux côtés pour négocier : mais l'empereur Napoléon résolut de négocier en personne, et fit en conséquence proposer une entrevue à Alexandre, afin de l'amener plus facilement à ses vues. Celui-ci y ayant consenti, on établit un radeau au milieu du Niémen, et à une égale distance des deux rives de ce fleuve. Au-dessus du radeau, on avoit élevé un pavillon destiné à l'entrevue des deux Empereurs, et à côté, on en avoit construit un autre avec un pavillon pour la suite de ces deux monarques. 1807.

ENTREVUE ET CONFÉRENCES DES DEUX EMPEREURS DANS UN PAVILLON ÉLEVÉ SUR LE NIÉMEN.

Le 25 juin, à une heure après midi, l'empereur Napoléon s'embarqua, accompagné du grand-duc de Berg, du prince de Neufchâtel, du grand-maréchal du palais Duroc, et du grand-écuyer Caulaincourt. Dans le même moment, l'empereur Alexandre partit de la rive droite avec le grand-duc Constantin, son frère, le général en chef Béningsen, le général Ouwarow, le prince Labanow, qui avoit signé l'armistice avec le prince de Neufchâtel, et le comte de Liéven, son premier aide-de-camp. Les deux barques arrivèrent en même temps. Les deux Empereurs s'embrassèrent et entrèrent ensemble dans le pavillon, où ils eurent une conférence qui dura deux heures, et à la fin de laquelle les princes et seigneurs de leur suite furent admis en leur présence. Pendant ce temps-là, les

1807. deux armées qui bordoient les deux rives du fleuve, considéroient avec la plus vive attention l'heureux radeau, et sembloient y prévoir les précieux résultats du rapprochement des deux plus grands monarques du monde. Le spectacle qu'elles offroient elles-mêmes dans cette circontance, étoit le plus rare et le plus extraordinaire qui eût jamais été. Elles sembloient avoir déposé toute espèce d'inimitié, pour se livrer aux sentimens les plus doux de la confiance, de l'espérance, et même de l'attachement, n'ayant pas attendu cette circonstance pour concevoir celui d'une estime mutuelle.

SÉJOUR DE L'EMPEREUR DE RUSSIE ET DU ROI DE PRUSSE A TILSITT.

Le roi de Prusse, cause aveugle et victime de cette guerre injuste envers la France, s'étoit rendu auprès de l'empereur Alexandre : il ne parut point dans cette première entrevue, et ce ne fut que le lendemain qu'il se trouva avec les deux Empereurs dans le pavillon élevé sur le Niémen. La même cordialité, les mêmes dispositions pour la paix présidèrent à cette seconde conférence, dans laquelle il fut convenu que les deux Empereurs et le roi de Prusse ne se verroient plus que dans la ville de Tilsitt, où des logemens furent marqués pour Alexandre et Frédéric-Guillaume.

Nous n'entrerons point ici dans le détail des témoignages de bienveillance, que les trois monarques se donnèrent mutuellement, témoignages si fréquens, que l'on pourroit dire que c'étoient trois frères depuis

long-temps unis, au lieu d'ennemis depuis peu réconciliés. Le roi de Prusse n'eut pas moins à se glorifier des égards que lui montra Napoléon. 1807.

Ce prince se trouva alors comme placé entre deux écueils, entre sa générosité personnelle et l'intérêt de son Empire. Le puissant allié du roi de Prusse, Alexandre, et Frédéric Guillaume III, pouvoient lui ravir le fruit de ses victoires, l'un par la haute opinion de ses ressources, et plus encore de son mérite personnel, et l'autre par la profonde infortune dans laquelle il étoit tombé : sous ces rapports, c'étoit son cœur qu'ils attaquoient. Pour concilier l'intérêt de ses peuples, de ses alliés et de sa gloire, avec celui de ces deux puissances, que devoit-il faire ? N'ayant entamé aucune des frontières de l'empire de Russie, une saine politique lui conseilloit d'engager Alexandre à quitter pour toujours la carrière des combats contre la France, en lui offrant pour indemnité des pays à sa convenance, et dont les limites ne devinssent sujettes à aucune méprise, ou le principe d'aucune dissension pour l'avenir : ayant conquis presque toute la monarchie prussienne, il convenoit à sa générosité de rendre au souverain vaincu et dépossédé une partie de ses états, pour le maintien de l'équilibre politique dans le Nord ; mais il étoit juste que l'autre partie devînt la récompense de son allié le roi de Saxe, et de son frère Jérôme, dont l'habileté et la valeur, avoient fait tomber en son pouvoir les places fortes de la Silésie.

1807.

TRAITÉS DE PAIX CONCLUS A TILSITT.

Nous rapporterons ici les principales dispositions des deux traités de paix, dont le premier conclu à Tilsitt entre les deux Empereurs, le 8 juillet, fut réciproquement ratifié le lendemain, et dont le second, conclu avec le roi de Prusse, le fut le 12 du même mois. En vertu du premier traité, l'empereur Napoléon, par égard pour l'Empereur de Russie, consent à restituer au roi de Prusse la partie du duché de Magdebourg, située sur la rive droite de l'Elbe, la marche de Prignitz, l'Uker-Marck, la moyenne et la nouvelle marche de Brandebourg, à l'exception du cercle de Cotbus, dans la basse Lusace, lequel est cédé au roi de Saxe, le duché de Poméranie, la haute, la basse et la nouvelle Silésie, avec le comté de Glatz, et tout le royaume de Prusse, tel qu'il étoit au 1er janvier 1772, avec toutes ses places et châteaux forts. Les provinces qui, à cette dernière époque, faisoient partie de l'ancien royaume de Pologne, et qui depuis ont passé sous la domination prussienne, seront possédées à titre de propriété et de souveraineté par le roi de Saxe, sous le nom de duché de Varsovie; la ville de Dantzick avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, est rétablie dans son indépendance sous la protection du roi de Prusse et de celui de Saxe, et sera régie par ses anciennes lois; un territoire propre à fixer les limites entre la Russie et le nouveau duché de Varsovie, est déterminé par le cours du Bug et les anciennes frontières du premier de ces deux états; l'empereur Napoléon accepte la

médiation de celui de Russie, à l'effet de conclure et de négocier un traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre ; l'empereur de Russie reconnoît pour roi de Naples, Joseph Napoléon ; pour roi de Hollande, Louis Napoléon ; et pour roi de Westphalie, Jérôme Napoléon ; enfin, ce traité de paix et d'amitié est déclaré commun aux rois de Naples et de Hollande, à tous les souverains, membres de la confédération du Rhin, et de plus au grand-seigneur dont les provinces de Valachie et de Moldavie seront évacuées par les troupes russes, après l'échange des ratifications du traité de paix qui sera conclu entre la Russie et la Porte Ottomane. 1807.

Dans le traité conclu entre l'empereur des Français et le roi de Prusse, sont stipulées les principales dispositions du précédent, mais avec quelques détails de plus, au sujet des pays situés entre le Rhin et l'Elbe, pays qui sont laissés à l'entière disposition de l'Empereur : une disposition bien importante le distingue du premier ; c'est que jusqu'au jour de l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre, tous les pays sous la domination du roi de Prusse, seront, sans exception, fermés à la navigation et au commerce des Anglais ; qu'aucune expédition ne pourra être faite des ports prussiens pour les isles britanniques, ni aucun bâtiment venant de l'Angleterre ou de ses colonies être reçu dans lesdits ports.

Après que les trois monarques eurent ratifié ce dou-

1807. ble traité, l'empereur de Russie retourna dans ses états, emportant avec lui la plus haute idée de l'empereur des Français, et un sentiment d'affection pour ce héros, lequel étoit un gage certain du repos de l'Europe, et de l'anéantissement de toute espèce de coalition. Le roi de Prusse, de son côté, qui dut s'étonner d'être encore roi, et d'avoir été traité en roi, ne retourna point dans ses états sans être profondément pénétré de reconnoissance pour le monarque qui l'avoit si généreusement rétabli sur la liste des souverains. Satisfait d'avoir terminé si glorieusement pour lui et si heureusement pour les peuples une guerre qui s'étoit d'abord annoncée sous un aspect si terrible, une guerre qui devoit favoriser tous les projets de la Grande-Bretagne dans le Nord de l'Europe, pour perpétuer les troubles de cette partie du monde et affoiblir l'influence de la France, Napoléon ne voulut pas rentrer dans son empire, sans témoigner lui-même à son allié le roi de Saxe, l'estime qu'il faisoit de sa personne, et de la valeur que ses troupes avoient déployées dans plusieurs occasions de la plus haute importance, et sans avoir établi lui-même les constitutions du grand-duché de Varsovie.

La paix de Tilsitt, en rendant le bonheur aux peuples de la Saxe, de la Prusse, de la Pologne et de la Russie, n'étendit malheureusement son influence ni en Suède, ni sur le mers, et l'Empereur se vit à regret contraint par l'aveugle obstination du jeune monarque suédois, que l'Angleterre poussoit conti-

nuellement à sa perte, de continuer la guerre contre 1807.
une nation qu'il aimoit et estimoit; mais cette guerre, qui n'avoit pour théâtre qu'une seule province et quelques isles adjacentes, dut être bientôt terminée par la fuite de Gustave, qui d'abord avoit prétendu arrêter l'armée française avec quelques milliers de soldats, et quelques renforts que l'Angleterre lui avoit promis. L'Angleterre! ce n'étoit ni le roi de Prusse, ni l'empereur de Russie, ni le roi de Suède qu'elle vouloit efficacement secourir, pendant cette campagne mémorable. Après les avoir poussés par ses promesses dans la carrière des combats, elle n'avoit pas fait la moindre diversion en leur faveur. Tandis qu'avec cinquante mille hommes qu'elle auroit fait débarquer à Stralsund, elle pouvoit opérer un mouvement utile à ses alliés, elle se bornoit à quelques débarquemens partiels, à de vaines menaces, sur les côtes de la mer d'Allemagne et de la mer baltique, et, plus loin, à soulever contre le roi Joseph les Provinces du royaume de Naples, et à y soudoyer des bandes de brigands et d'assassins. Il est vrai, un de ses amiraux, voulant intimider le Grand-Seigneur, et le forcer de souscrire aux demandes de la Russie, avoit forcé le passage des Dardanelles, et s'étoit présenté, avec une forte escadre, devant la ville de Constantinople; mais, au lieu de profiter d'une si belle occasion, et de lancer quelques bombes dans le sérail, pour faire consentir le Grand-Seigneur à ses propositions, l'amiral Duckwort perdit son temps à parlementer et à négo-

1807. cier. Ce délai si mal-adroit, et si indigne d'un chef militaire, fut le salut de la capitale de l'empire Ottoman : en effet, pendant cette négociation intempestive, les Turcs établirent des batteries sur toutes les positions reconnues favorables, au sérail, sur les deux côtes d'Europe et d'Asie, et les Dardanelles furent hérissées de pièces de canon et de camps.

Les Anglais, qui avoient espéré de dicter la loi au Grand-Seigneur, et de se faire livrer quinze vaisseaux de ligne, et les châteaux des Dardanelles, furent bien étonnés du refus qu'ils éprouvèrent, et des préparatifs nombreux de défense qu'ils vîrent faire de tous côtés. Le caractère énergique du sultan Sélim, contribua sans doute à faire élever les batteries destinées à les repousser; mais l'ambassadeur de France Sébastiani ne rendit pas un moindre service à la capitale de ce souverain, en éloignaut du sein du divan les intrigues qui auroient pu le corrompre et le faire plier. Dans ces circonstances, l'amiral anglais dut songer à la retraite ; et ce fut le parti auquel il ne tarda pas de se décider : il repassa donc devant les Dardanelles, qui, mises en peu de jours dans un état formidable de défense, vomirent sur ses vaisseaux la destruction et la mort, et en endommagèrent fortement un certain nombre. Ainsi, quand l'empereur Napoléon se couvroit de gloire, l'impuissant cabinet de Londres n'éprouvoit que des humiliations.

RÉFLEXIONS SUR LA DERNIÈRE CAMPAGNE.

Avant d'entreprendre le récit des événemens qui suivirent la campagne glorieuse dont nous venons de

parler, qu'il nous soit permis de faire quelques réflexions sur les circonstances qui la rendent si mémorable, et qui, selon nous, la placent au premier rang de toutes celles qui avoient illustré auparavant la carrière militaire de l'Empereur. Soit que nous en considérions les difficultés, soit que nous fassions attention au court espace de temps qu'il a fallu pour l'achever, soit enfin que nous en méditions les résultats, nous n'y trouverons rien que d'extraordinaire, rien que de la plus haute importance. Toute l'armée prussienne est sous les drapeaux : ses généraux sont de vieux capitaines vieillis dans les camps, et qui, depuis longtemps, n'ont point perdu de bataille : cette armée défend une monarchie forte par elle-même, par des fleuves larges et rapides, et par de nombreuses forteresses, et du fond du Nord, de nombreux bataillons de bons soldats marchent à son secours : qu'arrive-t-il? cette armée qui croyoit surprendre l'Empereur, qui portoit l'espérance de vaincre jusqu'à l'insolence qui insulte aux vaincus, est surprise, entourée, vaincue, dispersée, détruite : ces fleuves, qui la protégeoient, n'offrent à nos phalanges que de foibles barrières; et ses forteresses qui passoient pour imprenables, tombent comme épouvantées les unes après les autres : les guerriers du Nord arrivent pour être témoins de tant de désastres accumulés en peu de jours; au lieu d'avancer, ils s'arrêtent; à leur tour, ils sont vaincus, poursuivis, et quand le monarque prussien déplore la perte de ses États, celui de Russie tremble 1807.

1807. pour les siens. Naguères la France se fût regardée comme trop heureuse d'acheter la moitié de ces succès par dix années de travaux; il ne fallut que huit mois à Napoléon pour renverser la plus puissante monarchie de l'Europe, et pour fonder deux royaumes: L'admiration augmente quand on pense aux importans résultats de cette campagne: l'empereur de Russie, d'ennemi de l'empereur Napoléon qu'il étoit, en devint un ami sincère et vrai: par les concessions qui lui sont faites, et par les engagemens qu'il prend, l'équilibre est assuré au Nord, comme il l'est au Midi. Le roi de Saxe et celui de Westphalie ajoutent à la confédération du Rhin une force qui doit la rendre inattaquable et invincible; le roi de Prusse qui doit la conservation d'un grand nombre de ses provinces à la généreuse politique de son vainqueur, est lié par la reconnoissance, par son intérêt, et par sa position au sytême général qui s'établit pour le maintien de la paix européenne; enfin, l'Anglais exclu de tous les ports de la Baltique et de l'Océan germanique, perd l'espérance de semer la discorde sur le continent, et d'y former le moindre établissement pour son commerce. Combien la guerre mériteroit de bénédictions si elle produisoit toujours des fruits si salutaires pour les peuples!

FIN DU TROISIÈME VOLUME.